L'hebdomadaire des Socialistes

Vendredi

Troisième année - N° 126 - Vendredi 20 décembre 1991 - ISSN 0995-0583 - Prix 6 F



Coll. Fondation Jean-Jaurès

Le nouvel horizon

VOTRE COURRIER

Pratiquante sportive, je regarde parfois les grands événements à la télévision. La victoire en coupe Davis en était vraiment un, et je me suis réjouie qu'il fasse la "une" de beaucoup de journaux. Toutefois, je ne m'attendais pas à ce qu'il fasse à la une de "Vendredi". Il est vrai que l'article à l'intérieur était plutôt mince, mais n'a pas pour autant calmé mon indignation.

En effet, nos trois "mousquetaires", brandissant bien haut le drapeau tricolore, sont tout de même résidents en Suisse, pour échapper à l'impôt français. Les salariés français paieront pour eux... Ils oublient vite, nos beaux joueurs, qu'ils ont été formés par la Fédération française de tennis, elle-même subventionnée par l'Etat (grâce à l'impôt) et alimentée par les droits de retransmission d'A2 et FR3 (encore le contribuable).

Un exemple pour finir : quinze jours après la finale de Lyon, Forget participait au tournoi du grand chelem (organisé par Philippe Chatrier, président de la FFT). Sur un seul match de deux heures (du premier tour) il a gagné 1,5 million de F : de quoi construire trois ou quatre équipements de proximité de l'opération-été de Mme Bredin en 1991. S'il payait ses impôts en France...

C'est scandaleux mais logique dans la situation actuelle puisqu'on glorifie nos joueurs millionnaires en dollars, qu'on les filme pataugeant dans le champagne des vestiaires de Lyon (c'est une bonne ouverture avant la campagne des restos du cœur), ou que l'Etat français met à disposition de Forget un avion spécial pour aller d'Anvers (où il disputait un tournoi des diamantaires) à Paris, recevoir les honneurs de l'Elysée.

Nous vivons dans une société de plus en plus inégalitaire, le sport en est un des exemple les plus indécents.

Laurence Dutriez
Neuilly-Plaisance (93).

■

L'esprit olympique, dans l'Antiquité, signifiait la trêve, la paix provisoire entre les cités grecques. Le hasard de la géographie voulant que le chemin d'Olympie à Albertville passe par la Yougoslavie, et Dubrovnik en particulier, le premier devoir des responsables du Comité international olympique était, plus que jamais, de respecter la tradition en organisant des relais de coureurs à travers l'Albanie libérée et la Yougoslavie dans laquelle chaque république aurait été invitée à respecter la trêve olympique jusqu'à la fin des jeux d'été (sinon d'hiver).

Cela aurait permis alors aux Nations Unies, selon le souhait du secrétaire général Perez de Cuellar, d'envoyer des casques bleus lorsque les armes se seraient tues.

Une telle violation de l'esprit olympique en Concorde (le mal-nommé en la circonstance) inutilement coûteuse, puis des relais organisés en France en dehors de la route qui mène d'Olympie à Albertville, alors que des femmes et des enfants meurent dans une sale guerre d'agression, est une caricature sinistre, qui prolonge cyniquement la lâcheté de l'Europe communautaire dans ce conflit archaïque.

Pierre Bercis
75007 Paris.

■

La guerre en Yougoslavie aurait pu être évitée par une déclaration solennelle des pays européens d'une promesse d'intégration à l'Europe de la totalité du pays dans un délai d'une dizaine d'années au plus et en condamnant simultanément une partition du pays contraire à l'esprit européen qui tend à supprimer les frontières et non à en créer de nouvelles.

Etant en Yougoslavie il y a une quinzaine d'années, j'avais remarqué sur les plaques d'immatriculation des voitures slovènes un drapeau européen avec une étoile supplémentaire et un slogan "La Slovénie, 9e Etat européen".

En fait, il n'y avait aucune animosité entre les peuples yougoslaves, mais le Nord du pays, qui avait un développement comparable à celui de l'Autriche, se sentait exploité par le Sud, en particulier la Macédoine, dont le niveau de vie n'excédait pas celui des régions grecques les plus défavorisées.

Cette guerre est une conséquence de la crise économique grave que traverse actuellement le pays. Pour la résoudre, des hommes politiques, issus pour la plupart de la Ligue communiste, slovènes et croates, ont misé sur l'indépendance. Pour eux, la solution est l'ancrage à la zone de prospérité européenne et plus particulièrement allemande et, il faut bien le dire, l'Allemagne et l'Autriche poussent à la roue de cet égoïsme meurtrier.

La sécession implique le nationalisme, ce dernier a entraîné le rejet de minorités, en particulier par le licenciement des employés serbes dans les entreprises et, à partir de là, les incidents ont été inévitables et leur multiplication a débouché sur la guerre.

Il n'est pas trop tard pour la déclaration dont je parle au début. Elle enlèverait le moteur principal de la guerre qui, je le répète, est économique au départ. Les gens se détourneraient de leurs chefs dans tous les camps et la perspective d'avoir à vivre ensemble, mais avec le plan de l'Europe, ramènerait la paix à coup sûr.

Jean-Jacques Baduel
Argelès-Gazost (65).

■

J'ai 84 ans, instituteur retraité, je suis un militant socialiste de toujours, j'ai donc connu tous les enthousiasmes et les malheurs de notre Parti depuis la SFIO. Je suis inquiet en cette fin d'année 1991. Où va notre civilisation ? Notre société démocratique est malade, elle glisse vers l'anarchie qui conduit à l'autoritarisme. On ne connaît que des références partisanes, des exagérations médiatiques, des sondages orientés. Les gens mal informés perdent leur bon sens et leur jugement objectif. Une éducation politique et syndicale est à refaire contre tous les corporatisme qui envahissent nos rues.

Il n'y a pas que les difficultés économiques qui doivent nous guider. Tous unis pour une action militante rénovée en 1992. Bonne année malgré tout.

Fernand Treilhou
Albi (81).

■

Face à la crise de l'emploi et à l'approche des trois millions de chômeurs, notre gouvernement recherche des solutions. Le plan de relance décrit dans "Vendredi", bien relayé par Martine Aubry, suffira-t-il ? J'en doute, car la lutte contre le chômage relève avant tout du traitement social, très lourd pour nos impôts.

Seul un traitement économique du chômage donnera la solution, mais les vœux pieux du ministre du Travail faisant la morale aux entrepreneurs peuvent-ils être efficaces ? Demander aux entreprises de se moderniser et d'embaucher, alors que l'Etat et les entreprises publiques réduisent constamment les effectifs, n'est-il pas incohérent ? Enfin, l'Etat réduit sans cesse l'impôt sur les sociétés (passé en dix ans de 50% à 32%), sans compensation. Le gouvernement ne pourrait-il pas exiger des mesures d'embauche liées aux allègements fiscaux ?

Ainsi l'Etat ferait-il mieux de réduire ses recettes (en contrepartie de nouveaux emplois) plutôt que d'augmenter les impôts pour un traitement social du chômage.

En tout cas, le credo de l'entreprise créatrice d'emplois me paraît erroné. Le but d'une entreprise est de faire des bénéfices. S'il lui est possible d'en faire plus avec moins d'emplois, elle licenciera.

Le facteur humain reste secondaire car la motivation première d'un entrepreneur est toujours le profit dans un système libéral et capitaliste. Les socialistes ont oublié ou ont ignoré cette règle économique élémentaire.

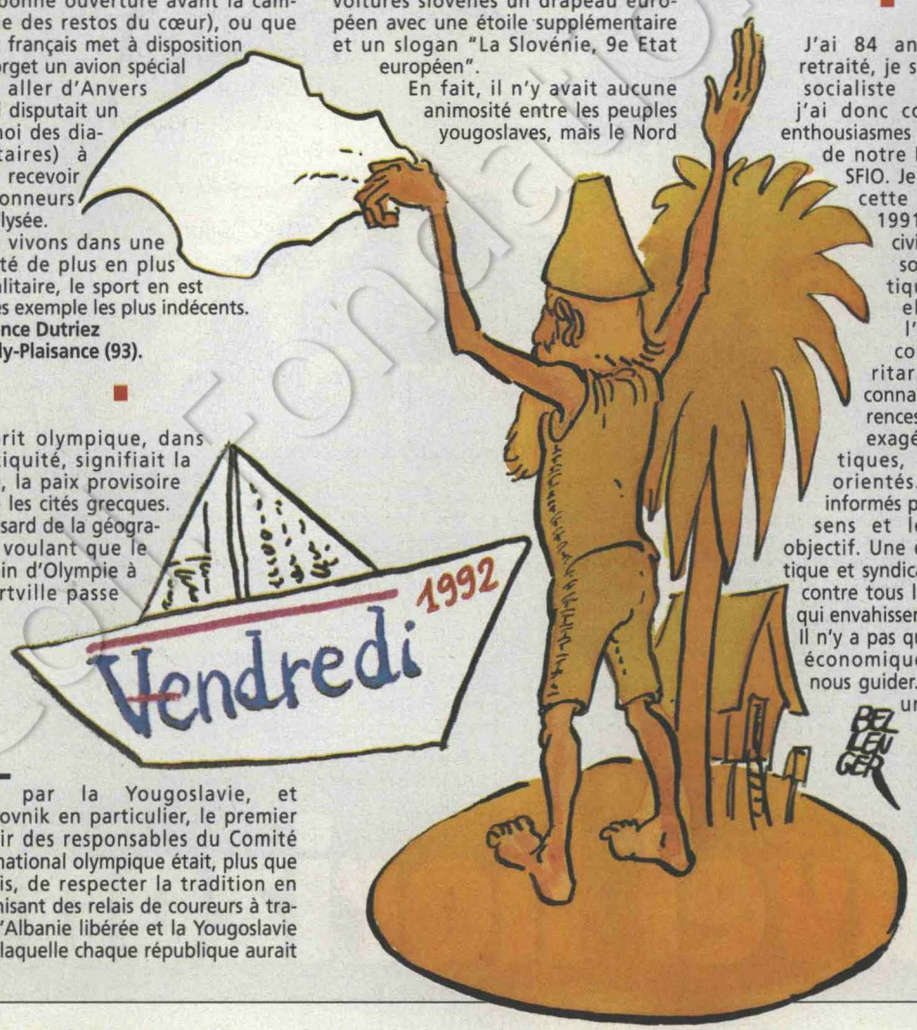
D'ailleurs, en 1990, Michelin et Peugeot ont réalisé plusieurs milliards de francs bénéfices supplémentaires malgré (ou grâce à ?) des plans de licenciements importants.

La solution pour l'Etat me paraît donc un traitement fiscal du chômage et l'arsenal administratif très complexe (pour les stages, les formations-emplois, etc.) serait mieux utilisé et moins coûteux s'il était utilisé pour faire des audits d'entreprises voulant licencier. On exigerait alors d'elles qu'elles réduisent d'autres dépenses (communication, réceptions, standing des dirigeants, etc.) avant les dépenses salariales.

A l'approche de Noël, on peut toujours rêver...

Bernard Bouic
Limoges (87).

■



Notre prochain numéro paraîtra le vendredi 10 janvier. Toute l'équipe de "Vendredi" vous présente ses vœux les meilleurs pour 1992.

Vendredi
10, rue de Solferino
75333 Paris cedex 07
Télex : 200 174
Télécopie : 45.51.47.03
Service abonnés : 45.56.78.57
Téléphone :
pour joindre directement votre correspondant, il suffit de composer 45.56...(précédé du 16-1 si vous appelez de province) suivi des 4 chiffres qui figurent entre parenthèses à la suite de chaque nom

DIRECTION
Directeur de la publication : Bernard Roman (78.48)
Comité de direction : Jean-Pierre Becquet, Jean-Marcel Bichat, Pierre Brana, Philippe Dorthe, Pierre Guidoni, Gérard Le Gall, Gérard Lindeperg, Arnaud Massip, Pierre Moscovici, François Rebsamen, Bernard Roman, Françoise Seligmann, Daniel Vaillant.

REDACTION
Rédactrice en chef : Lyne Cohen-Solal
Directeur de la rédaction : Jacques Garat (78.58)
Secrétaire gal de la rédaction : Jacques Goubin (78.82)

Politique : Jean-Pierre Bédéï (78.73)
Economie : Monique Grima (78.70)
Idées : Bernard Chaouat (79.01)
Société : Patricia Jaffray (78.94)
Régions : Maryline Trassard (78.71)
International : Ghislaine Toutain (77.92)
Actuelles : Françoise Lorrain (78.55)
Secrétaire de rédaction : Vanda Gervasio (78.61)
Maquette : Flavienne Allar (78.92)
Infographie : Jean-Pierre Pecau (77.92)
Réalisation : Sandrine Girard (78.92) Taoufik Khatib (78.54)
Photo : Pascal Lebrun (78.53)

ADMINISTRATION, GESTION
Madeleine Darbel (78.44)

ABONNEMENTS ET SERVICE LECTEURS
Marie-Reine Jost (78.57)
Marie-Lou Le Bras (78.56)
Sabine Sebah (79.04)

PUBLICITE
Pyramid Conseil - (16.1) 43.70.86.80

FABRICATION
Photogravure, montage : Dawant - Paris
Impression : Avenir Graphique - Torcy
Routage : Inter-routage - Aubervilliers

N° Commission paritaire : 10.889

"Vendredi" est édité par les Nouvelles Editions de l'An 2000

CREDITS PHOTOS
G. Logan / Pix (couv.) ; A. Nogues / Sygma (pp. 3 et 7) ; M. Gangne / A.F.P. (pp. 3 et 9) ; Bernard / Bsip (p. 3) ; D. Giry / Rea (pp. 3 et 18) ; A.F.P. (p. 8) ; G. Fouet / A.F.P. (p. 10) ; Bsip (p. 11) ; P. Artinian / Editing (p. 12) ; P. Sittler / Rea (p. 13) ; B. Desprez / Editing (p. 13) ; F. Durand / Sipa-Press (p. 14) ; Alinari-Giraudon (p. 19) ; D.R. (p. 20) ; D.R. (p. 21) ; B. Enguerand (p. 21) ; M. Delluc / l'Expansion (p. 23) ; autres P.L.

Ce numéro a été tiré à 215.500 ex.

CETTE SEMAINE

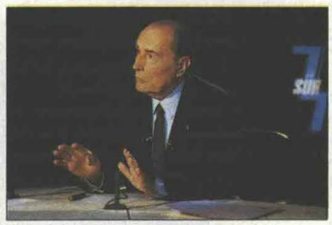
2 Courrier

POLITIQUE
4 Une nouvelle étape pour le Parti socialiste
5 Pierre Mauroy
7 François Mitterrand, un grand projet européen qui est aussi un grand projet français

EUROPE
9 Jacques Delors : "Deux nouveaux tigres dans le moteur européen"

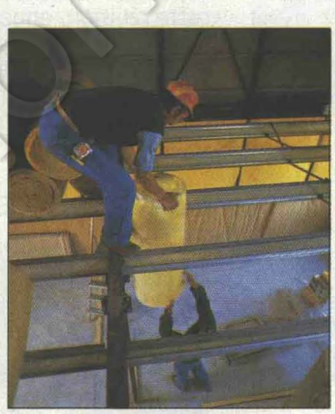
INTERNATIONAL
10 • Slovénie et Croatie, vers la reconnaissance
• Algérie : les élections législatives, enfin

11 à 13 DOSSIER
Manger et bien manger
11 Le fast-food, la faim et le goût
12 • Marché commun du goût
• Le temps des mirotons
• Faux-vrai dépaysement
13 • La mort du Paris-beurre
• Théorème d'Engels
• La dinde et le chapon
• La nouvelle soupe populaire


▲ *Un grand projet (p. 7).*


▲ *Jacques Delors (p. 9).*


▲ *Manger et bien manger (pp. 11 à 13).*


▲ *Amélioration de l'habitat (p. 18).*

SOCIETE
14 Le prix de la santé

ECONOMIQUE/SOCIAL
15 Reprise économique ?

REGIONS
17 Paysages d'antan

VIE PRATIQUE
18 Amélioration de l'habitat 2- Fiscalité

CROQUIS
19 • Claude Estier
• Virgil Tanase

CULTURE
20 • "Les Contes d'Hoffmann"
• Cinéma : "Une nuit sur Terre"
• Revue des revues
• Télévision
21 • La Documentation française
• Suzanne Flon
22 • Post-scriptum
• Agenda

INVITE
23 Bernard Guetta

HUMEURS ... HUMEURS ... HUMEURS

"Je dis qu'Hachette va sauver la 5", osait proclamer devant le CSA J.-L. Lagardère au moment de l'attribution de la concession de cette chaine, il y a 13 mois. Dans les couloirs, Yves Sabouret, futur Pdg, tentait de séduire le personnel : "On gagnera, on ne vous laissera pas tomber." Bilan d'Hachette, après un an de gestion : plus d'un milliard de F de déficit et 576 suppressions d'emploi prévues sur 820 salariés. Les informations, secteur de pointe et de loin le plus performant, devraient quasiment disparaître ou, pire encore, être absorbées par la rédaction d'Europe 1.

Nous n'avons pas toujours été d'accord avec les méthodes des journalistes de cette rédaction, mais nous regretterons la disparition de journaux efficaces, au vrai sens du terme, qui cherchaient un ton et un rythme novateurs dans l'audiovisuel français. De la même façon, la place donnée aux reportages, aux directs avec les risques qu'ils supposent, faisaient de la 5 une chaine insolente et quelquefois grinçante, mais rarement ennuyeuse. La responsabilité du CSA se trouve engagée, Hachette, en patron peu responsable, se déliant des engagements du cahier des charges. Mais un nouveau concessionnaire peut-il être trouvé ?

L.C.-S

HUMEURS ... HUMEURS ... HUMEURS

MATIGNON A CLERMONT !

C'était le cri poussé par une centaine de personnes, dimanche dernier, à l'Arche de La Défense. Il s'agissait de futurs "délocalisés" qui manifestaient ainsi leur volonté de ne pas quitter la région parisienne. Mais qui étaient-ils, ces accros de l'Ile-de-France ? Tout simplement les représentants du CEMAGREF, autrement dit le Centre national du machinisme agricole, du Génie rural, des Eaux et des Forêts.
Là, pour sûr qu'ils ont bien raison de ne pas vouloir quitter Paris, depuis qu'on moissonne le blé sur les Champs-Elysées !

J.R.

une nouvelle étape p

Le congrès de l'Arche de La Défense a réussi à effacer Rennes. Le PS s'est doté d'un Projet qui assure sa rénovation idéologique. Il met le cap sur la préparation des élections régionales et doit continuer à travailler à la modernisation de ses statuts et de son fonctionnement.



Epinay 1971-La Défense 1991. Entre ces deux congrès du PS, vingt ans. Une génération ! "Ils (les socialistes) sont au terme d'une étape, et ils ont besoin aujourd'hui de considérer celle qu'ils vont commencer." Selon son habitude, François Mitterrand, sur TF1, dimanche, a pris la mesure du temps, de l'histoire. Epinay avait ressuscité le Parti socialiste à travers une stratégie, l'union de la gauche ; le congrès de l'Arche a rénové l'idéologie d'un PS confronté à l'épreuve du pouvoir. Va-t-il pour autant lui insuffler une nouvelle jeunesse ?



Il est encore trop tôt pour répondre. Mais, le week-end dernier, les socialistes, en adoptant le Projet, ont mis en conformité, officiellement, leur discours et leurs actes. "Dix ans après la grande victoire de François Mitterrand, le moment était venu de concilier les deux cultures de la gauche, la culture de transformation sociale et la culture de gouvernement, expliquait Michel Charzat. Le moment était venu de rapprocher les deux écoles du socialisme moderne. Pour les socialistes des années 90, la politique doit être l'œuvre de la société tout entière." Et comme l'histoire n'est pas toujours ingrate, cette révision, engagée dans les faits, au gouvernement, par Pierre Mauroy, premier ministre, en 1982-83, est théorisée aujourd'hui au PS, sous l'autorité de Pierre Mauroy, premier secrétaire.

CONVERGENCES



Dans la mesure où, ce week-end, les socialistes ont procédé véritablement à leur Bad-Godesberg, le congrès de l'Arche marque bien une étape essentielle dans leur évolution. "Nous parlons et nous défendons tous le même socialisme, se réjouissait Pierre Mauroy, dimanche, en concluant les débats. Chacun a, j'en suis sûr, été frappé par les convergences qui se sont dégagées, l'approche commune du socialisme qui s'est manifestée. Il suffit de se souvenir des controverses idéologiques qui ont marqué notre histoire jusqu'à une



période très récente pour mesurer l'importance et le caractère novateur de cette situation." Si la rénovation idéologique a rassemblé la très grande majorité des socialistes, elle n'a pas fait pour autant l'unanimité. Une petite minorité (Socialisme et République et la Nouvelle Ecole socialiste) qui avait émergé à l'occasion de la guerre du Golfe, campe désormais officiellement dans une opposition interne. Une telle clarification est également à porter à l'actif de ce congrès. "Le Parti socialiste a donc, dans sa tradition, une majorité et une opposition, reconnaissait Pierre Mauroy. C'est une situation normale et saine. A la condition que nous apportions, les uns et les autres, majorité et opposition, une part active et responsable à l'action du Parti. Nous n'avons qu'un camp, c'est le nôtre. Faire la différence entre nous, pourquoi pas ? On l'a toujours faite, d'une certaine façon, à condition de n'apporter aucune aide directe ni indirecte à l'autre camp, celui de la droite."

OBLIGATION D'ENTENTE

Le congrès de l'Arche a surtout réussi à effacer l'image désastreuse de Rennes en montrant, dans l'ensemble, le visage de l'unité retrouvée et de rapports internes pacifiés. Les opposants, à l'image de Jean-Luc Mélenchon ("On

■ DU PROJET A L'ACTION ■

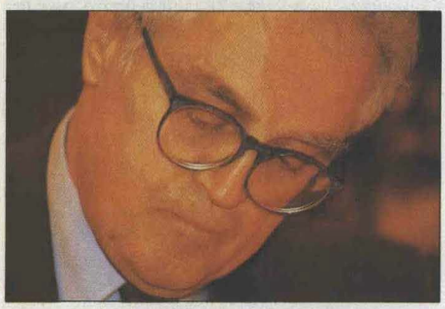
"Notre congrès extraordinaire et l'adoption du Projet ouvrent un temps nouveau pour les socialistes, le temps du retour à la confiance en nos idées, le temps du combat contre la droite et l'extrême droite pour pouvoir poursuivre l'action menée depuis 1981 et gagner les élections législatives de 1993. Nous devons, dès à présent, nous attacher à préparer cette échéance, en faisant vivre notre Projet, qui sera publié, fin janvier, en Livre de poche, et dont un résumé sera diffusé massivement dans les prochains jours. Cette démarche doit être prolongée. L'approfondissement du Projet, sa réactualisation, doivent être un souci permanent. Il nous faut également confronter nos idées au-delà de la France, avec les partis socialistes et sociaux-démocrates européens et, au-delà des partis politiques, sur le terrain, avec les mouvements sociaux, syndicaux, associatifs. Le temps de la préparation d'un programme de législature, cohérent avec nos options et nos actes, est, en outre, maintenant venu. Enfin, nous devons mettre en valeur les résultats de notre action, qui témoignent du chemin parcouru.

L'inquiétude actuelle de notre pays tient pour une large part au manque de lisibilité de l'avenir et à une mise en cause de certaines modalités de l'action politique dont notre Projet fait l'analyse et tire les conclusions. Ce Projet est destiné à éclairer et à proposer de nouvelles perspectives. Il nous appartient maintenant de continuer à aller à la rencontre des Français pour expliquer l'action menée, pour les convaincre de son bien-fondé, pour les rassembler et avancer ensemble vers une société plus juste."

Résolution finale votée le 15 décembre 1991.

our le Parti socialiste

peut avoir raison contre son parti, mais on peut rarement avoir raison sans lui") ont bien pris le soin de ne jamais se couper totalement du reste du Parti. Quant aux chefs de courant, ils avaient enterré la hache de guerre et la tonalité des débats a été dépouillée de toute animosité.



Confontés à une impopularité persistante, les socialistes ont compris que leur salut passait d'abord par une obligation d'entente. "Ce congrès extraordinaire a créé les conditions nécessaires pour que nous puissions nous rassembler, changer pour réussir", soulignait Pierre Moscovici. Pendant deux jours, les socialistes se sont donc retrouvés sur des points de convergence majeurs.



Outre l'approbation du Projet, ils ont insisté sur la nécessité de renforcer et de diversifier la lutte contre l'extrême droite (le PS appelle notamment ses militants à participer à la manifestation contre le racisme, le 25 janvier), et de rénover le Parti. Sur ce dernier point, la tâche a été engagée, après Rennes. Le congrès a mandaté le bureau exécutif et la commission "Vie interne" afin que de nouveaux statuts et de nouvelles dispositions du règlement intérieur soient proposés aux adhérents et appliqués pour le prochain congrès ordinaire, prévu en 1993.
L'objectif de ces révisions du fonctionnement interne est de trouver une meilleure forme de représentation des militants, d'éviter d'utiliser des méthodes qui sont trop proches de la cooptation dans la désignation des dirigeants, de compléter la représentation par courants grâce à une répartition géographique équitable.



UN PROGRAMME

A court terme, le PS va s'atteler à faire déboucher son Projet sur un programme pour les prochaines échéances électorales. Un comité directeur devrait se tenir les 1er et 2 février pour préparer les élections régionales et mobiliser les candidats.



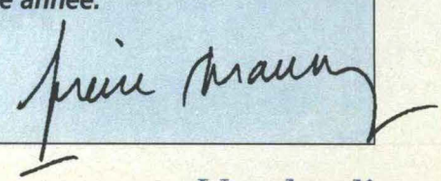
Faut-il s'attendre à cette occasion à des remaniements au sein de la direction comme certaines rumeurs le laissaient entendre le week-end dernier ? Hypothèse difficile à soutenir après La Défense et sa cohésion. Pierre Mauroy peut se prévaloir d'un congrès unitaire et bénéficie de la division de ses détracteurs. "Je ne suis disponible pour aucun arrangement de personnes décidé à quelques-uns", a précisé Lionel Jospin. Or, un renouvellement de la direction ne peut s'opérer désormais que dans le consensus des différents courants... Dans les prochaines semaines, le PS n'a sans doute pas d'autre voie, ni de meilleure, que de se mobiliser pour les régionales...

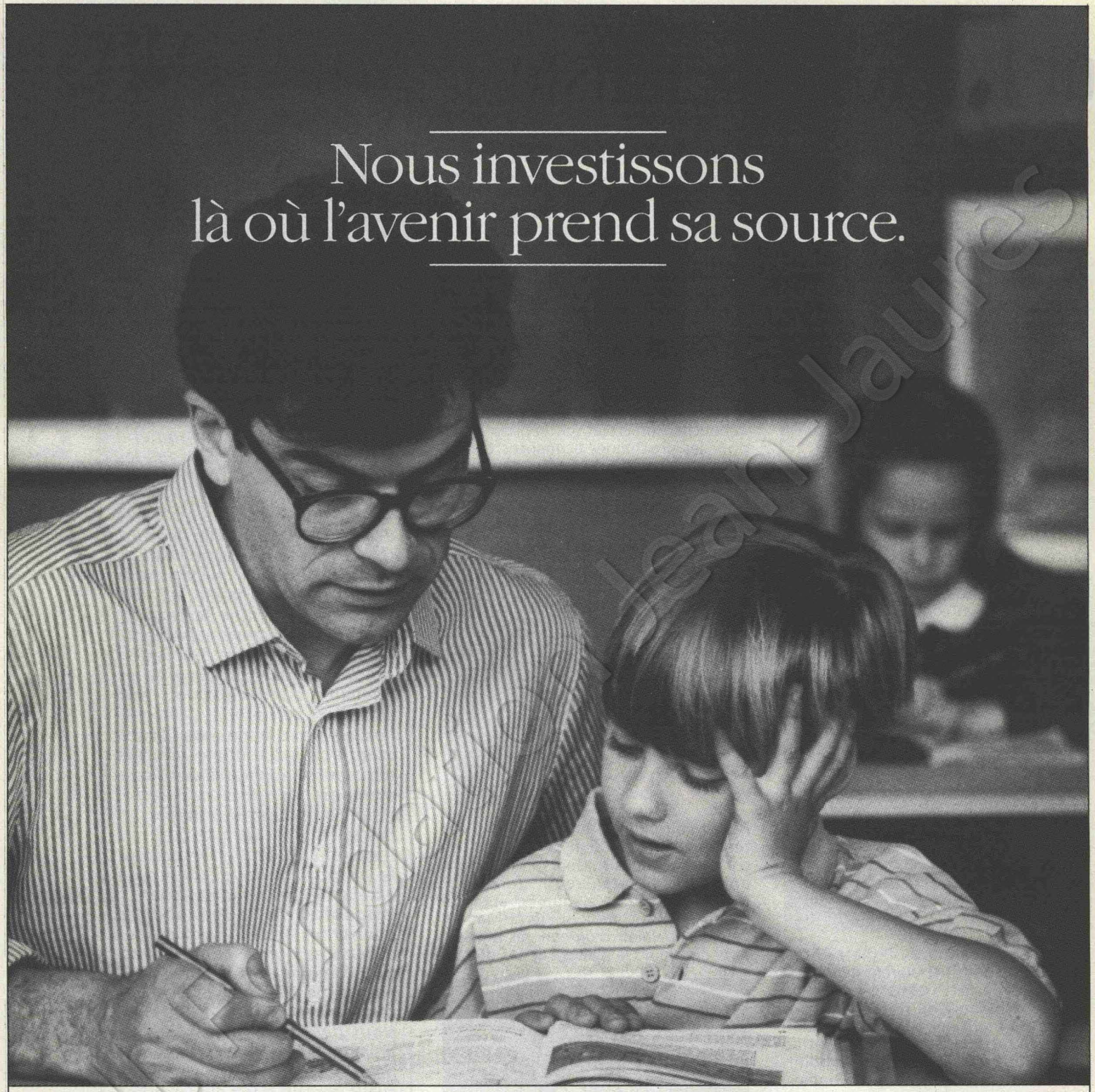


Jean-Pierre Bedeï

Un beau congrès

Ce numéro de "Vendredi" n'est pas un numéro comme les autres. Sans doute parce qu'il est à la fois le dernier et le plus gros numéro de l'année. Mais surtout, parce qu'il relate notre congrès et que celui-ci a été un beau congrès.
Pendant trois jours nous avons collectivement montré que les socialistes avaient la capacité et le goût de mener un débat d'idées. Mieux, nous avons montré que nous partagions désormais une vision très largement commune du socialisme.
Nous avons aussi, j'en suis convaincu, envoyé un signal à tous les militants et à tous les Français et fait nôtre une triple volonté.
Volonté que le congrès du Projet efface le congrès de Rennes. Unité, cohésion, rassemblement, tels sont les mots qui sont sans cesse revenus. Comme militant et comme premier secrétaire, je m'en réjouis très sincèrement.
Volonté, qu'après la rénovation idéologique se poursuive et s'amplifie la rénovation du Parti socialiste lui-même. Même si l'on en a peu parlé, nous avons voté le principe d'une réforme des statuts, applicable dès notre prochain congrès ordinaire, visant à associer davantage les militants à la désignation des responsables, tout en respectant la proportionnelle. C'est une excellente idée qui doit aboutir.
Volonté enfin de se mobiliser pour préparer collectivement les échéances qui nous attendent. Nous devons être massivement présents le 25 janvier pour manifester contre le Front national. Nous devons préparer un programme pour les élections cantonales et régionales et être actifs sur le terrain pour expliquer et convaincre. Nous devons tirer toutes les conséquences de Maastricht et mettre sur pied un véritable Parti socialiste européen.
Bref, c'est une année de passion et d'engagements qui s'annonce. Je souhaite qu'elle soit pour le Parti socialiste et pour chacune et chacun d'entre vous une très belle année.





En 1970, 60 % des enfants de trois ans étaient accueillis en maternelle. En 1990, ils sont 99 %.

En 1970, 167 000 lycéens devenaient bacheliers. En 1990, ils sont 385 000.

En 1970, 650 000 jeunes étaient étudiants. En 1990, ils sont 1 200 000.

Aujourd'hui la France compte 14 millions d'élèves et d'étudiants.

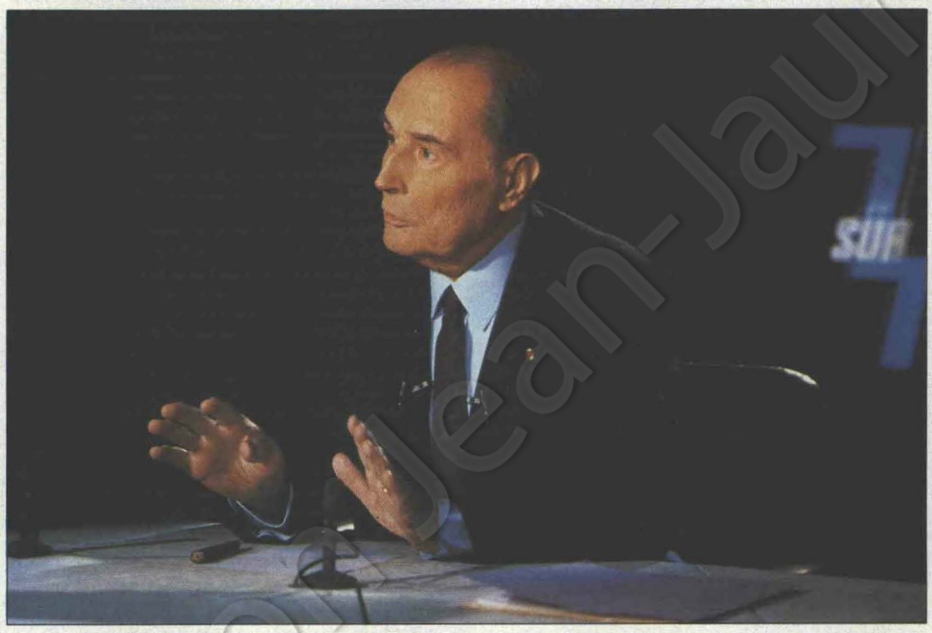
**L'EDUCATION NATIONALE,
PREMIER BUDGET DE L'ETAT.**

Collection Jean Jaurès

FRANÇOIS MITTERRAND, MAASTRICHT ET SES PERSPECTIVES

un grand projet européen qui est aussi un grand projet français

Dimanche soir, François Mitterrand est apparu "en forme", après son succès personnel de Maastricht. Peu marqué par sa chute de popularité, il exhorte les Français à "sortir de leur frilosité".

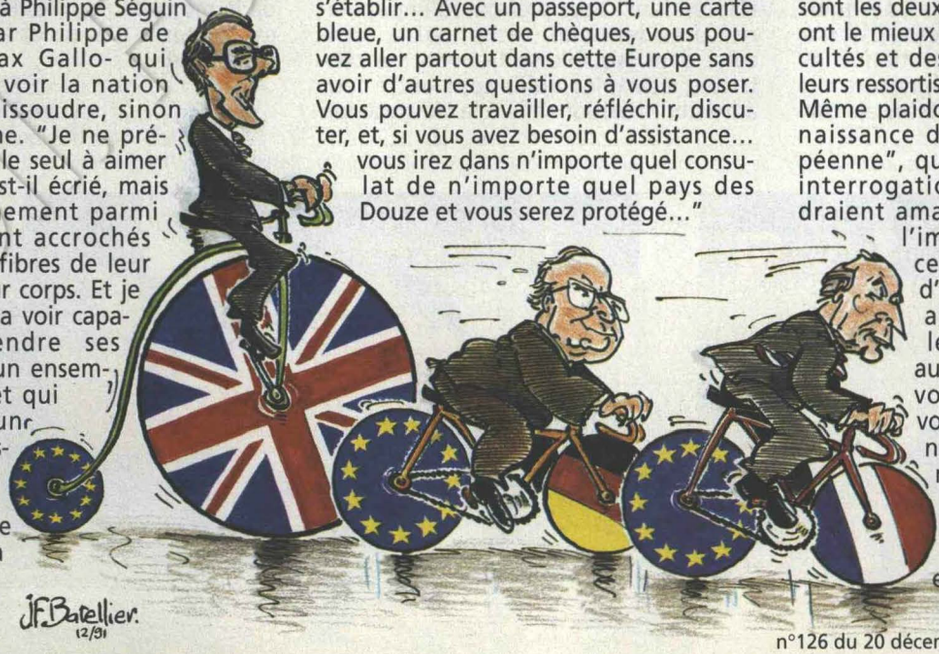


Le président français a jugé d'emblée le sommet de Maastricht comme "l'un des événements les plus importants du dernier demi-siècle". "C'est un moment qui prépare le siècle suivant", a-t-il précisé. On sait l'importance que le président français attachait à la nécessité de ce sommet et combien il a mis d'énergie, de temps, de volonté, voire d'enthousiasme, pour y parvenir.
Dimanche soir, il n'a pas ménagé sa peine pour communiquer aux Français sa conviction profonde que "l'effort entrepris doit désormais interdire le retour à la guerre, en tout cas, entre nous, et c'est un facteur de paix avec les autres... Je considère que c'est important d'offrir cela aux générations nouvelles, en même temps que nous élargissons leur horizon." François Mitterrand a tenu à répondre à ceux -à droite comme à gauche, de Marie-France Garaud à Philippe Séguin en passant par Philippe de Villiers et Max Gallo- qui redoutent de voir la nation française se dissoudre, sinon perdre son âme. "Je ne prétends pas être le seul à aimer (la France), s'est-il écrié, mais je suis certainement parmi ceux qui y sont accrochés par toutes les fibres de leur esprit et de leur corps. Et je me réjouis de la voir capable de défendre ses chances dans un ensemble plus fort et qui sera sans aucun doute plus prospère", alors même qu'un large domaine national sera maintenu.

UN IMMENSE CHAMP D'ACTION

Se voulant pédagogue, particulièrement en direction de la jeunesse devant laquelle s'ouvre un "immense champ d'action", il a expliqué, concernant l'entrée en vigueur au plus tard en 1999 de la monnaie unique, appelée à devenir "la plus puissante du monde" : "On ne peut imaginer les économies (réalisées) pour chacune de nos entreprises, les facilités que cela va apporter à chaque particulier qui voudra circuler, s'établir... Avec un passeport, une carte bleue, un carnet de chèques, vous pouvez aller partout dans cette Europe sans avoir d'autres questions à vous poser. Vous pouvez travailler, réfléchir, discuter, et, si vous avez besoin d'assistance... vous irez dans n'importe quel consulat de n'importe quel pays des Douze et vous serez protégé..."

A ses yeux, l'accord conclu à Maastricht laisse, en outre, "une marge d'appréciation nationale fort importante", qu'il s'agisse de la politique sociale, de la politique budgétaire, ou de la politique économique et monétaire... Simplement, "il faudra rester à l'intérieur de limites raisonnables. Ce qui a été fait, avant même Maastricht, depuis 1987, précise-t-il malicieusement. Ainsi, poursuit-il, si on devait créer la monnaie unique aujourd'hui, il n'y aurait que le Luxembourg et la France qui pourraient entrer dans le système. C'est dire que ce sont les deux politiques aujourd'hui qui ont le mieux protégé, en dépit des difficultés et des plaintes, les intérêts de leurs ressortissants."
Même plaidoyer en ce qui concerne la naissance de la "citoyenneté européenne", qui suscite aussi craintes et interrogations et que certains voudraient amalgamer à la question de l'immigration. "Il y aura un certain nombre d'Anglais, d'Allemands, de Grecs... qui apporteront leur travail et leur intelligence... et qui auront droit de participer au vote municipal, local et au vote européen. Je trouve cela normal. Nous avons désormais deux citoyennetés : la citoyenneté française et la citoyenneté européenne."
Enfin, François Mitterrand est resté fidèle à la concep-



tion de l'élargissement de l'Europe définie en juin dernier à Prague. Redoutant "la puissance économique de la Communauté face à l'espèce de pauvreté, l'isolement dans lesquels se trouve chacun des autres pays d'Europe", il se dit prêt, sur le plan politique, "à traiter toute forme de communauté élargie ou de confédération."
Maastricht ne constitue pas seulement, pour le président, un élément de prestige de la politique étrangère de la France. En faisant progresser l'union européenne, c'est au "sort des Français" que le président s'attache. Nul doute que la politique européenne ne soit un des éléments moteurs de "ce système qui protégera (les Français) contre la guerre, contre la pauvreté, et contre l'insécurité" que lui et son gouvernement sont "en train de bâtir".

MAASTRICHT, TOUT MAASTRICHT MAIS RIEN QUE MAASTRICHT

Les perspectives ouvertes par le sommet de Maastricht seront-elles de nature à dissiper la morosité des Français ? Le président le pense avec d'autant plus de force que, pour ce qui est de l'état de la France, comparée aux autres pays développés, "la réalité vaut mieux que la perception" que les Français en ont. Même en ce qui concerne le chômage, qui préoccupe grandement les Français, "la France, pour ces dernières années, a beaucoup moins souffert et Dieu sait si elle souffre, si les travailleurs souffrent, que les principaux pays concurrents." Mais "la France toute seule sur le plan de l'économie ne peut pas vaincre (ces) pesanteurs" que sont la crise et les mutations technologiques. "C'est pourquoi la France n'est plus seule", renchérit le président.
La conviction avec laquelle François Mitterrand met l'Europe au centre du dispositif gouvernemental détermine tout le reste. Le chef de l'Etat n'a l'intention ni de mélanger les genres ni de se laisser entraîner dans une quelconque polémique "subalterne". Il n'a pas dit si les réformes constitutionnelles que devrait entraîner la signature du traité seront soumises aux Français par voie référendaire ou parlementaire. Mais pas question de les mélanger avec les autres consultations promises sur les institutions !
Sur le droit de vote aux élections locales des Européens en France et des Français dans les autres pays de la Communauté -l'un des deux points qui nécessitent une retouche constitutionnelle avec certains transferts de souveraineté comme la monnaie- le président a été très clair.
On voit bien avec quelles arrière-pensées le RPR et quelques autres ont choisi de se polariser sur cet aspect du sommet de Maastricht. Ce n'est pas un hasard si un homme réputé aussi modéré qu'Edouard Balladur réclame un référendum sur le seul "droit de vote des étrangers" -comme si le reste ne valait pas qu'on consulte les Français- et que d'autres encore confondent la question avec le débat sur le droit de vote des immigrés. Voilà des thèmes qui permettent de mieux chasser sur le terrain du Front national, tout en renouant avec le vieux fonds antieuropéen gaulliste ! Pas non plus un hasard que le RPR soit rejoint sur ce créneau par la fraction la plus accommodante avec le lepenisme de l'UDF : il faut avoir la mauvaise foi haineuse d'un de Villiers pour penser que, "pour François Mitterrand, Maastricht est le plus sûr moyen d'aller vers le vote des immigrés en France" !
Mais ce n'est visiblement pas un terrain sur lequel le président a l'intention de se laisser entraîner : "Il est indispensable qu'il n'y ait pas de polémique subalterne, de bataille entre Français alors qu'il s'agit d'un grand acte qui engage notre nation dans la construction de l'Europe." Maastricht, tout Maastricht mais rien que Maastricht !
La perspective d'un référendum sur l'Europe -que le président n'a pas exclu sans pour autant que sa probabilité soit plus grande que celle d'une consultation uniquement parlementaire- suscite encore plus d'embarras parmi les européens de l'opposition que chez les réticents ou les détracteurs. L'appel du CDS, fait "avec gravité", de "renoncer au référendum" sous prétexte d'impopularité présidentielle, cache mal la difficulté dans laquelle se trouvent les centristes, écartelés qu'ils sont entre leur adhésion traditionnelle à la construction européenne et leur appartenance à une opposition dont Maastricht souligne les divisions. Opposition victime de ses propres contradictions : difficile de se rassembler quand on est à ce point en désaccord sur l'avenir européen de la France, difficile de dénigrer le rôle international de la France et d'applaudir à des résultats que François Mitterrand a été le plus acharné à obtenir (avec le chancelier Kohl). D'autant que l'échappatoire risque de manquer plus encore que sur le débat institutionnel. Les initiatives découlant des accords de Maastricht -conclus à douze (ou en tous cas à onze plus un), comme n'a pas manqué de le rappeler le président Mitterrand- devront être prises quelle que soit la voie choisie : l'argument d'une exploitation politicienne se retourne contre ses auteurs.

VERS UNE EUROPE SOCIALE-DEMOCRATE ?

Le chef de l'Etat a été peu disert sur la réforme des institutions, sauf à rappeler que la durée du mandat présidentiel n'était que "l'aspect sensationnel" -le seul qui intéresse une opposition "pressée de prendre (sa) place"- d'une plus vaste démocratisation des institutions ("une réforme judiciaire, des réformes législatives, également une réforme du référendum"), et n'a pas fait de révélations. Les spéculations ne cesseront pas sur la durée de vie du gouvernement Cresson, le président ayant rappelé que les gouvernements ont une fin.
La perspective donnée s'est élargie puisque 1993 n'est plus qu'une étape dans ce qui apparaît comme un grand projet européen et qui est aussi un grand projet français. Dans un article intitulé "La machine ambiguë de Maastricht", "Le Monde" sous-titrait : "Rigueur et justice, la monnaie et les syndicats. Va-t-on vraiment construire une Europe sociale-démocrate ?"
Le simple fait que la question puisse être posée devrait, sinon signifier la fin de la morosité pour les Français, en tout cas sonner le glas du défaitisme chez les socialistes.

Bernard Chaouat
et Ghislaine Toutain

▼ *"Maastricht, tout Maastricht mais rien que Maastricht" (le 9 décembre, au sommet de la CEE, de gauche à droite : Roland Dumas, François Mitterrand, Pierre Bérégovoy).*



Jacques Delors : "Deux nouveaux tigres dans le moteur européen"

Pour que l'Europe soit autre chose qu'une zone de libre-échange, chaque Etat, à l'intérieur de ses frontières, doit y concourir. Après la réunion au sommet de Maastricht, l'analyse du président de la Commission européenne.

Quel regard portez-vous sur les résultats de Maastricht ? Satisfactions et regrets ?
D'abord, il faut rappeler que l'Europe se construit tous le jours. Le succès de Maastricht n'aurait pas été possible sans ce qui a été fait depuis 7 ans, depuis le Conseil européen de Fontainebleau où François Mitterrand a réussi à surmonter une dizaine de désaccords entre Européens. Le bilan de Maastricht est simple : on a mis deux nouveaux tigres dans le moteur, l'union économique et monétaire et la perspective d'une défense commune. Mais, concernant la politique étrangère commune, les Douze n'ont pu se mettre d'accord sur des modes de décision et d'action qui auraient permis à la personnalité politique de l'Europe de s'affirmer nettement à l'extérieur.

A Maastricht, tout le monde pensait à la Yougoslavie, à l'URSS. Pourtant, on a l'impression que les Douze ont concocté leurs décisions en champ clos.
Au contraire, l'Europe est ouverte. Nous allons étendre notre espace économique aux pays de l'Association européenne de libre-échange (Suède, Autriche...). Ensuite, depuis que le sommet des pays industrialisés, en 1989, a confié à la Commission le soin de coordonner l'aide aux pays de l'Est, 42 milliards d'écus (320 milliards de F) leur ont été consacrés. La Communauté donne 78% de cette aide.

Mais n'étaient-ils pas avant tout demandeurs d'une structure ?
Cette structure, ils l'ont depuis lundi. Nous avons signé avec la Pologne, la Hongrie et la Tchécoslovaquie des accords d'association qui visent à intégrer progressivement leur économie dans l'espace communautaire. La coopération est étendue au domaine culturel et aux questions de sécurité et de politique étrangère.

Quels éléments de Maastricht peuvent convaincre les gens que l'Europe est autre chose qu'une affaire de technocrates ?
Selon les Européens, l'aspect le plus concret est, avec la monnaie, la possibilité de circuler, d'étudier et de travailler dans notre Europe. Maastricht a également introduit, par exemple, l'idée de citoyenneté européenne : ainsi, un membre de la Communauté européenne, dans n'importe quel pays du monde, pourra bénéficier de l'assistance d'une des ambassades des douze. Sans oublier le droit de vote aux élections locales pour les membres de la Communauté vivant dans un autre pays. Certains ont poussé des cris d'orfraie, mais ce n'est que l'application de la réciprocité : nos compatriotes, qui travaillent dans les onze autres pays, pourront eux aussi participer à la vie locale.
Il est vrai que le projet européen prend de l'ampleur à un moment où certains parlent d'une crise de l'identité nationale. Cette difficulté à expliquer que l'on ne brade pas la France pour faire l'Europe est liée en partie au fait que l'on a trop glorifié l'individualisme contemporain et le repli sur soi. Or, quand on commence par ignorer le voisin, on finit par rejeter l'autre et par ne plus savoir ce qui unit à l'autre. Ce qui vous unit à l'autre, c'est d'abord votre patrie. Le projet européen ne saurait se substituer au travail patient qui doit être fait dans chaque pays pour donner tout son sens à l'appartenance à la collectivité nationale.

Comment faire pour que les gens ne subissent pas la construction de l'Europe, mais puissent en être acteurs ?
Il faut d'abord que les gouvernements et les parlements nationaux traitent de l'Europe. La première solution est de mieux associer les parlements nationaux à l'œuvre législative de la Communauté. Le second moyen est de donner au Parlement européen des pouvoirs tels qu'aux prochaines élections, en 1994, il n'y ait pas 60% d'abstention. Que les gens soient convaincus qu'ils ont intérêt à voter parce que les représentants élus vont faire connaître leurs aspirations aux institutions européennes. Le dernier élément est de considérer que le troisième échelon institutionnel est la région, c'est à dire la démocratie à portée de la main.

On se demande parfois ce que cette Europe a de social et de socialiste...
Il faut prendre les Anglais, les Allemands, les Néerlandais comme ils votent, selon leurs préférences politiques. On ne peut pas choisir de faire l'Europe uniquement avec des socialistes. La première question à se poser est : quelle alternative ? Une construction européenne aux liens plus lâches ? Mais plus les liens sant lâches, plus c'est le laisser-faire qui l'emporte.



La France seule ? Mais comment l'envisager alors que, par ailleurs, tout le monde est d'accord sur le constat de l'interdépendance du monde ? La seule possibilité d'avoir une Europe plus proche de notre idéal est de faire une Europe équilibrée entre l'économique et le social, entre la compétition qui stimule, la coopération qui renforce et la solidarité qui unit.
Beaucoup d'exemples vont déjà en ce sens. Sait-on, par exemple, que l'effort de la Communauté en faveur des régions les moins développées est supérieur à celui réalisé au lendemain de la guerre par le plan Marshall, c'est-à-dire 560 milliards de F en 5 ans ? Avant 1985, c'est-à-dire avant le lancement de l'objectif 1992, chaque année, l'économie européenne perdait 600.000 emplois. Elle en a créé 6 millions depuis 1985. Où en serions-nous s'il n'y avait eu cette relance économique de l'Europe ? Troisièmement, avec le nouveau traité signé à Maastricht, nous allons pouvoir renforcer ces politiques de solidarité.
C'est ainsi que l'accord à onze sur la dimension sociale va permettre de progresser dans des domaines tels que les conditions de travail, l'information et la consultation des travailleurs dans les entreprises, l'accompagnement social des mutations industrielles. Dans le même esprit, nous allons aussi pouvoir, grâce à des actions communes en matière de recherche et de formation, fonder les éléments d'une politique industrielle européenne.

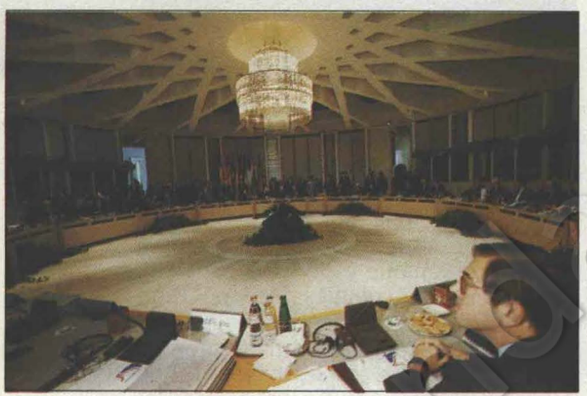
Propos recueillis par M.T.

L'ECLATEMENT DE LA YOUGOSLAVIE

Slovénie et Croatie, vers la reconnaissance

L'histoire n'a pas attendu pour prendre au mot les Douze après Maastricht. Un compromis sur la reconnaissance conditionnelle des républiques yougoslaves est né.

"La Yougoslavie, c'est le malheur de l'Europe, sa douleur." C'est en ces termes que François Mitterrand s'exprimait dimanche soir sur la crise yougoslave, expliquant qu'il n'existait pas, avant Maastricht, "une force en Europe, la Communauté européenne pas plus que les autres, autorisée à intervenir dans cette affaire autrement que par la diplomatie, qui se révèle assez naturellement impuissante devant la passion des armes." Les armes parlent toujours sur le terrain. La diplomatie, elle, a dû accélérer, au lendemain du sommet, face à la volonté de plus en plus pressante de l'Allemagne et de l'Italie, de reconnaître, avant Noël, la Slovénie et la Croatie. Alors même que la France et la Grande-Bretagne, notamment, étaient jusque-là plus que réticentes. "L'effet Maastricht" semble avoir joué.



▲ *"L'effet Maastricht" semble avoir joué.*

Après dix heures de discussions, les ministres des affaires étrangères de la Communauté, réunis à Bruxelles, ont adopté un texte prévoyant une reconnaissance conditionnelle des républiques yougoslaves sécessionnistes, dont la Croatie et la Slovénie. Ce, à partir du 15 janvier, si les républiques répondent à un ensemble de critères, auquel devra désormais répondre tout nouvel Etat en Europe souhaitant être reconnu : respect de la démocratie, des droits de l'homme, et des minorités, inviolabilité des frontières qui ne pourront être modifiées que pacifiquement et d'un commun accord, respect des engagements internationaux en matière de contrôle des armements... les républiques yougoslaves devront en outre continuer à "supporter les efforts des Nations Unies et la poursuite de la conférence ouverte à La Haye." La commission d'arbitrage présidée par Robert Badinter vérifiera si ces conditions sont satisfaites.

Comme l'a reconnu Roland Dumas, "ce n'est pas un accord à 100%", puisque l'Allemagne s'est déclarée "non dépendante" de ses partenaires pour reconnaître les républiques, pas avant le 15 janvier toutefois. La France juge cet accord "très important" parce qu'il a évité à la fois une cassure de la Communauté et une reconnaissance hors des règles de droit qui n'aurait pas servi la paix. Elle espère qu'il aura un "effet psychologique" sur les parties en conflit, privées de la possibilité de jouer un Etat contre un autre. Cependant, la présidence fédérale à Belgrade a accueilli "avec irritation" la décision des Douze. Il n'est pas sûr que, sur le terrain, la raison l'emporte sur les passions. Notamment en Bosnie, où la situation est explosive.

G.T.

BREF... EN BREF... EN

■ **"A la fin de l'année", l'URSS aura fini d'exister. C'est ce qu'a réussi à imposer Boris Eltsine à Mikhaïl Gorbatchev, après deux heures de tête à tête. 1991 aura été marqué, de la guerre du Golfe à la mort d'un empire de 74 ans, par des événements qui bouleversent notre monde. La démocratie et la liberté y gagnent, mais les risques et les incertitudes s'accroissent aussi.**

■ James Baker a effectué une visite dans les principales capitales de l'ex-Union Soviétique. Objectif du secrétaire d'Etat américain : obtenir des garanties de stabilité et de contrôle de l'arsenal nucléaire. Le président français a, sur ce sujet, réitéré son offre de conférence réunissant les puissances détentrices de l'arme nucléaire en Europe, estimant qu'il importait peu, qu'en ce qui concerne l'ex-URSS, il y ait trois interlocuteurs au lieu d'un.

■ **Les Douze ont accordé une aide alimentaire d'urgence d'environ 700 millions de F à Moscou et Saint-Pétersbourg, dont le bon acheminement et la distribution seront surveillés par les experts européens.**

■ L'assemblée générale de l'ONU a annulé une de ses résolutions les plus controversées assimilant le sionisme à une forme de racisme. Les 21 membres de la Ligue arabe ont voté contre cette abrogation.

■ **Les négociations bilatérales de paix israélo-arabes achoppent toujours à Washington sur des querelles de procédure.**

■ 48 pays, en majorité européens, ont signé à La Haye la Charte européenne de l'Energie. Ambition : créer, à terme, une "maison commune" de l'énergie entre l'Est et l'Ouest.

■ **Le programme nucléaire militaire des USA va être réduit de façon drastique. Les effectifs diminueront de moitié d'ici à 2005.**

■ ALGERIE ■

LES ELECTIONS LEGISLATIVES, ENFIN

Le 26 décembre, les Algériens vivront (enfin) leurs premières législatives pluralistes depuis l'indépendance. C'est un échec pour le FIS, contraint d'y participer.

Après avoir tenté, au cours de l'été, de s'opposer par la violence et l'agitation de rue à la démocratisation de la vie politique, le Front islamique du salut (FIS) vient d'annoncer qu'il participerait aux élections législatives du 26 décembre. Et ce, sans contester le mode de scrutin ni exiger la libération de ses deux dirigeants, Abassi Madani et Ali Belhadj.

Ce revirement, dû à la victoire des islamistes modérés, conforte le gouvernement et le président Chadli Bendjedid qui ont réussi à rétablir l'ordre et à réactiver un processus largement compromis il y a six mois. L'armée a joué un rôle décisif, décapitant l'appareil politique des islamistes, des chefs aux cadres intermédiaires, et plaçant les "barbus" en liberté surveillée. Malgré la levée de l'état de siège, aucune manifestation ne peut se dérouler sur la voie publique sans autorisation préalable. Le Parlement a, en outre, voté deux lois prévoyant le recours possible à l'armée en cas de troubles graves.

Le FIS a hésité, dès lors, à s'engager à nouveau dans une action de déstabilisation, même s'il conserve une forte capacité de mobilisation, dans les villes notamment. Il a finalement préféré se résoudre à accepter le jeu électoral, ce qui constitue un aveu d'échec par rapport à ses ambitions affichées, il y a quelques semaines encore, d'un "Etat islamique sans vote".

Il reste que rien n'est joué en Algérie. Cette première consultation électorale pluraliste depuis l'indépendance donne aux forces démocratiques, notamment au Front des forces socialistes d'Aït Ahmed, une responsabilité particulière. Alors même que le scrutin risque de ne pas dégager de majorité claire.

G.T.

DOSSIER

LE FAST-FOOD, LA FAIM ET LE GOÛT

Besoin et plaisir, péché ou corvée, fantaisie ou tradition, abondance ou pénurie, les relations que chacun entretient avec la nourriture sont riches et paradoxales. On parle avec lyrisme de gastronomie, on se désole de l'agueusie qui frappe les nouvelles générations, on célèbre la convivialité des fondues et on donne un paquet de pâtes à la Banque alimentaire.



Une activité qui accapare près de 60.000 heures de notre existence méritait, en cette veille de débauche culinaire, qu'on s'interroge sur sa réalité.

Dossier préparé par Françoise Lorrain

L'ATROPHIE DES SENS

Lorsque les premières "tagliatelle alla carbonara" en petits pots sont apparues sur le marché, on n'a pas pris tout de suite la mesure de la formidable révolution qui s'opérait. En réalité, la fin de la batterie de cuisine était en route. Les fait-tout, cocottes et autre chinois entraient dans l'histoire. Depuis, il y a eu les yaourts à boire qui dispensent de petites cuillères, les mini-fromages qui évitent les couteaux ou encore les barquettes qui se font assiettes. Dans le même temps, la boîte de conserve prédécoupée s'armait d'un anneau permettant de dégoupiller les petits pois sans peine. Aujourd'hui, les bouchons se dévissent et la brique de jus de fruit est munie d'un judicieux petit trou permettant de glisser la paille toute prête.

Le but est de faire passer, avec un minimum de manipulations, le consommable du rayon de supermarché à l'estomac. La belle ordonnance d'un repas devient exceptionnelle. Ainsi, après avoir dressé la table, on a posé le couvert pour, finalement, décapsuler sa barquette. Pratique de survie, cet escamotage de toute préparation n'est pas seulement course contre le temps. Tout se passe en réalité comme si on voulait de plus en plus éviter tout contact avec la nourriture.

Fondation Jean Jaurès

L'introduction de la fourchette en France par Henri III fut un premier moyen d'évitement. Les conditionnements actuels, comme la vogue des steaks hachés, des colins panés et des filets de volaille marquent ce souci de distanciation. Le poisson n'a plus d'arêtes ni la viande d'os, les odeurs de sang et de marée sont niées. On accepte encore d'être carnivore, si c'est inodore. Le petit maquereau de Dieppe luisant comme l'étoile, la côte du puissant charolais sont désormais terriblement primaires. Cette forme de dégoût de l'aspect charnel de la nourriture trouve son pendant dans la répugnance de l'épluchure.

Phobie du naturel et atrophie des sens

La carotte est grattée, la salade préparée, l'asperge "plumée", la pomme de terre "précuite", la betterave en cubes et les oignons sans pelures ne permettent plus de prévoir la rigueur de l'hiver. Cette phobie du déchet naturel, ce refus du contact avec la nourriture atrophient certainement les sens au point qu'il faut aujourd'hui enseigner aux écoliers l'âpreté de la prunelle, l'acidité de l'oseille, l'aigreur du petit lait ou l'amertume de la cerise sauvage.
Le salé et le sucré sont les seules références d'une génération qui ignore le parfum du clou de girofle et la douce chaleur d'une pincée de cannelle dans une compote de pommes. C'est pour ne pas avoir appris à croquer une groseille barbue, un peu verte, à aspirer le petit segment de moëlle d'une côtelette ou à détacher la mince pellicule amère d'une noix fraîche qui tache les doigts que des adolescents engluent leurs hachés de ketchup en aspirant un coca.

Nous chipotons dans les barquettes

Le canard au sang IIIème République est devenu effiloché de magret. De la goinfrerie joyeuse, on est passé à une dégustation un rien guindée. Mais à trop vouloir brider les instincts et aseptiser la nourriture, on risque de perdre la dimension jubilatoire du bien-manger. Et sans prôner un retour aux ventrées orgiaques rabelaisiennes où l'on bâfrait à pleines mains, rotant à tout va, on peut penser que chipoter dans les barquettes finira par nous rendre aussi tristes que des serins devant leur os de seiche. ■

Marche Commun du Gout

Dans le dîner de tête des nations, le Portugais choisit la morue, l'Allemand opte pour la saucisse, l'Irlandais est historiquement associé à la pomme de terre, le Français est amateur de camembert et l'Italien de pâtes, quant à l'Anglais... on hésite. Ces lieux communs de la gastronomie, aussi schématiques que la frite belge, renvoient pourtant à des réalités culturelles indéniables.
Six pays de la CEE consomment annuellement plus de 100 kg de pommes de terre par habitant. L'Irlande atteint les 140, tandis que l'Italie n'approche que des 42, trouvant dans la pâte sa ration quotidienne de féculent. Le bœuf séduit peu les Espagnols qui ne consomment qu'à peine un quart de la moyenne européenne. Le climat ou la répugnance pour ce castrat de taureau pourrait fournir un début d'explication. Mais que dire du dégoût héréditaire des Hollandais pour la cervelle d'agneau ou de celui des Britanniques pour l'escargot qui n'ont d'équivalence que dans la phobie irlandaise pour le rôti de cheval, plat jugé authentiquement anthropophagique.
Cette catégorisation doit être nuancée. La taille et la composition des familles, les données strictement démographiques, la nature des professions ont pour conséquence une redistribution, non plus fondée sur les seules traditions, mais orientée par le quotidien de chacun.
En réalité, les différences de consommation de groupes sociaux comparables dans chaque Etat membre sont moins grandes que l'éventail des pratiques d'une seule nation.
Ce rapprochement social, supranational, trouve son pendant dans une autre division spatiale : l'unité régionale, au large sens du terme. Le Lillois partage plus volontiers les goûts du Bruxellois que ceux du Marseillais. La moule est du Nord et la cagouille du Sud. La cuisine au beurre salé du Breton stupéfie également l'Espagnol et l'Alsacien. Et la ligne de démarcation de la cuisson à l'huile que constitue la Loire partage en réalité l'Europe en deux cultures lipidiques. ◆



▲ *La ligne de démarcation de la cuisine à l'huile : Marseille, la bouillabaisse.*

Le temps des mirotons

Les déjeuners et dîners qui signifiaient, en réalité, fin du jeûne, ne pouvaient qu'être longs. C'était le temps nécessaire pour alimenter le corps machine ou pour satisfaire le goût, sens aussi respectable qu'un autre.
Aujourd'hui, le petit déjeuner se réduit très souvent à un express sur le zinc, le repas de midi est devenu pause, quant à celui du soir, travail féminin oblige, il se résume à l'accomodation expéditive d'une nourriture pré-parée. Paradoxalement, alors que la gastronomie est reconnue comme un art à part entière, que les grands chefs sont médaillés et immortalisés à Grévin, que des livres de cuisine luxueusement illustrés deviennent "best sellers", on n'a jamais aussi peu cuisiné à la maison. L'accroissement du temps libre n'a pas profité à l'alimentation quotidienne. La soupe mitonnée et le bourguignon mijoté ont le goût de la nostalgie. Tous les Européens ont réduit le temps qu'ils consacrent aux repas, tant en ce qui concerne leur préparation que leur consommation.
Si le Français reste encore à table environ 90 minutes, contre près de trois heures en 1950, le Hollandais bâcle ses repas quotidiens en 73 minutes. Les roux, les ravigotes et autres soubise, liaisons obligées des bonnes cuisines de famille, bottes secrètes des tantes Marie, sont inconnus des tenants du déshydraté, du lyophilisé, du surgelé.
Un tiers des Allemands se nourrissent exclusivement de congelés, "snacks" et aliments sous vide. En France, la



Faux-Vrai Depaysement

Naguère l'orange, fruit d'or d'Extrême-Orient, marquait Noël pour les petits Européens. Nul ne pouvait imaginer que kiwi, ananas et litchi deviendraient aussi quotidiens que beurré-Hardy, clocharde ou reine-claude. Depuis, les rayons des grandes surfaces se sont garnis de toute une production venue d'ailleurs. Paella, moussaka, chili con carne, tajine sont désormais plus populaires que la poule au pot. En réalité, c'est une version édulcorée, européanisée, des préparations autochtones qui est proposée à une clientèle avide de dépaysement aménagé. Les rougails réunionnais n'ont plus leur fragrance incendiaire originelle, le redoutable petit boudin créole a assagi ses feux dévastateurs, le nuôc mâm est moins... décomposé qu'à Changhaï et le minestrone se résume à un vague arlequin de légumes.

Restent les condiments

A force d'adaptation, de traduction aux goûts locaux, la tradition se banalise, s'appauvrit, s'abâtardit. La pizza est de Brooklyn et la crêpe dentelle se garnit de merguez. Seule une chiche poignée de champignons noirs dénaturés distingue le riz cantonais du camargais et plus personne ne sait que le couscous peut être algérien ou tunisien.
Pour suppléer au manque d'aventure gustative, le conditionnement doit fournir toute la charge émotionnelle par l'intermédiaire de l'étiquette sensée faire chanter les accents.
A côté de cette médiocre cuisine exotique se développent des tentatives de PME "ethniques" qui entendent allier authenticité et qualité, sincérité et coriandre. Ces créations s'adressent à un public averti qui sait où trouver bortsch, samossas et kipper. ◆



LA MORT DU PARIS-BEURRE

Alors que les menus de la Maison Blanche sont rédigés en français, signe d'une reconnaissance de la gastronomie nationale, des "fast-food", s'ouvrent chaque jour à tous les coins de rues. La brasserie fait figure d'authentique restaurant et le sandwich-jambon d'agape, tant le cadre standardisé, le menu calibré, le service robotisé apparentent le fast-food à une station service ou à une banque alimentaire de science-fiction. Avec plus de 5.000 restaurants de ce type, implantés dans la CEE fin 1989, dont près de 1.000 en Grande-Bretagne et en France, on ne peut nier que cette restauration antigastronomique ait trouvé des amateurs, même dans les pays à haute tradition culinaire.

Situés au cœur des villes, aux meilleurs emplacements commerciaux, ces établissements répondent à un double besoin : le gain de temps et la modicité du prix. Les quaficatifs "fast", "quick" sont explicites et l'addition, faible, si l'on s'en tient au menu promotionnel.

La clientèle est essentiellement jeune, voire enfantine, une politique de fidélisation fondée sur le gadget n'étant pas étrangère à ce succès. Tout incite donc à aller dans ces lieux de nutrition, hormis la nourriture, ce qui constitue un extraordinaire paradoxe. Les denrées utilisées, leur forte teneur en graisse ou en sucre, leurs frites froides et molles sont autant d'atteintes aux tendances actuelles de l'alimentation fondée sur la diététique.

En réalité, à l'examen des chiffres, on constate que les dépenses des Européens dans ces établissements ne représentent que 5% du chiffre d'affaires de la restauration.

Le mirage américain a fait long feu et l'atmosphère des Bagdad Cafés tout à fait étrangère à ces lieux banals. C'est peut-être pourquoi une nouvelle version tente de s'imposer depuis peu à Paris : le "rock coffee" qui, après les carrelages javellisés, se propose de populariser le bruit et la fureur de vivre, la fumée et toujours la même nourriture. ◆

THEOREME D'ENGELS

"La part du budget consacrée à l'alimentation est inversement proportionnelle aux revenus". Cela pourrait être un théorème. Inventeur, Engels. Autrement dit : le poireau vinaigrette coûte plus cher au prolo que l'asperge mousseline au nanti.

Ce qui est vrai pour les familles se vérifie pour les Etats européens. Les Irlandais, les Grecs et les Portugais qui ont le PIB le plus faible par habitant de la CEE, consacrent encore 40% de leur budget à se nourrir, tandis que les Allemands, les Anglais, les Hollandais et les Français n'en dépensent respectivement que 16, 17, 19 et 20%.



Ces chiffres doivent être nuancés par la prise en compte des pratiques alimentaires et des ressources agro-alimentaires de chacun.

Dans les années 60, la part du budget familial consacrée à l'alimentation tournait autour de 40% des dépenses globales. Aujourd'hui, ce chiffre est tombé à 23%. Avec moins de paysans et de travailleurs de force, la quantité de calories nécessaires au fonctionnement de la machine humaine s'est considérablement réduite. ◆

LA DINDE ET LE CHAPON

La lumineuse fête de Noël, qui unit dans une même folle espérance les humains de la Terre, est prétexte en Europe à des élaborations culinaires diverses.

Dès les prémices de l'automne, l'Anglais recueille de la graisse de rognon de bœuf, Saint-Graal impie, en prévision du réveillon. Malaxée à du vieux pain émietté, cette "matière" première est neutralisée par des épices fortes et poétisée par des raisins de Smyrne pour le rêve d'une nuit étoilée. La boule noirâtre qui résulte de ces manipulations sortira carbonisée après huit heures de cuisson. Cet agglomérat, nauséabond pour qui n'est pas britannique, constitue le légendaire Christmas pudding.

L'Allemagne a élevé à la dignité du symbole la carpe : le poisson n'est-il pas l'idéogramme du Christ ?

Mais les grands classiques de la gastronomie de la Nativité restent les volatiles. Alors que, souvent, le réveillon marque l'attachement à la tradition, on assiste à une tentative de renouvellement des usages dans des pays comme la France.

Si le foie gras demeure une valeur sûre, la dinde, longtemps préférée, a considérablement reculé, supplantée dans les imaginaires par l'oie et, surtout, le chapon. Dans cette quête de la nouveauté peut-être verra-t-on, un jour, le retour des cygnes et des paons, jadis fleurons des tables d'apparat. ◆

LA NOUVELLE SOUPE POPULAIRE

Il y a sûrement la même inconvenance à disserter à perte de vue sur les mérites comparés du gigot de saumonette aux petits légumes glacés et du veau bourgeoise quand près de 300.000 personnes doivent glaner leur nourriture, que dans les regrets ampoulés de Mme Hennebeau s'excusant, devant un buisson d'écrevisses, d'avoir dû renoncer aux huitres d'Ostende tandis que retentit le "cri du ventre" des grévistes de "Germinal".

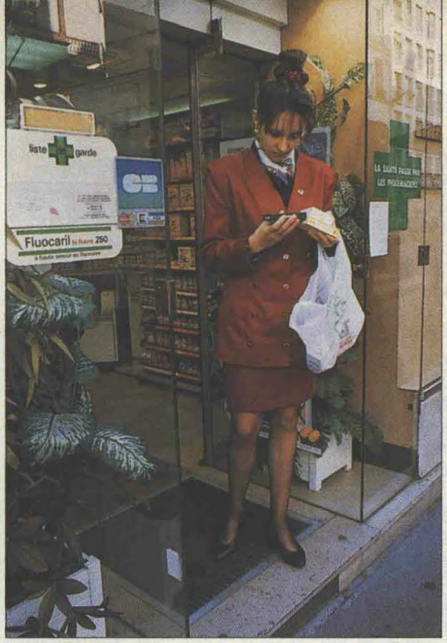
"Un Français sur 100 n'a rien à becqueter", avertit un slogan de la Banque alimentaire. A observer les silhouettes des fins de marchés, à constater les petits attroupements autour des soupes populaires resservies depuis 1984 par les Emmaüs, force est d'admettre qui si l'on est loin des famines du tiers monde, la pauvreté, l'inanition et la malnutrition existent au coeur des cités prospères.

Les restos du cœur

Les cinquante-cinq comptoirs de la Banque alimentaire qui collectent riz, pâtes, sucre ou farine pour les redistribuer, les 1.300 centres des restos du coeur de Coluche qui ont réouverts le 16 décembre dernier pour la septième année, les associations comme ATD-Quart Monde, les Secours populaire ou catholique, l'Armée du salut, témoignent que la misère grise sévit encore, ici et maintenant.

Aux quelques milliers de "sans domicile fixe" qui gèrent leur dénuement de débrouille en démerde, est venue s'ajouter une population avoisinant certainement les 500.000 personnes qui, du fait d'un chômage long et sans lueur, de la spirale de l'endettement, des chèques en bois, de budget en dérive, d'ardoises accablantes, de caddies trop garnis en début de mois, ont besoin pour survivre de colis repas, de tickets d'approvisionnement, d'aides alimentaires. ◆

consommation du surgelé a doublé en dix ans et représente environ 20 kg de denrées par personne et par an. Or, comme, en matière d'alimentation, le charme discret de la tradition reste sensible et qu'il s'agit, en outre, de déculpabiliser des mères de familles peu disponibles pour le miroton, les catalogues des grands distributeurs de froid s'ornent d'illustrations passéistes. Sur une nappe de lin, un gibier à plumes, presque palpitant, est jeté. Une corbeille remplie de pain d'autrefois, un vin digne d'une carafe taillée, quelques grappillons de groseille des jardins, ornent la page tandis que le plat de congelé se fait discret. Si l'intitulé des mets est encore terriblement "nouvelle cuisine", on voit poindre le retour de la mythique gastronomie traditionnelle et des grandes heures des cordons bleus domestiques. ◆



le prix de la santé

La France se classe au 3e rang mondial et au 1er rang européen pour les dépenses de santé. Dans un rapport au premier ministre (1), Yannick Moreau, conseiller d'Etat, analyse les autres systèmes. Diagnostic.

Consommer plus, est-ce être mieux soigné, comme beaucoup le pensent ?

Yannick Moreau. Les Etats-Unis ont le niveau de dépenses de santé le plus élevé. Pourtant, ils n'arrivent qu'au 16e rang pour l'espérance de vie, au 23e pour la mortalité infantile... bien après le Japon qui dépense beaucoup moins ! L'état de santé dépend de bien d'autres facteurs que les soins médicaux : en France, un ingénieur vit en moyenne dix ans de plus qu'un manœuvre, une inégalité fantastique devant la santé qui n'est que peu due à une inégalité d'accès aux soins. Le fait d'être isolé, démuni de statut social, crée un état de moindre résistance à la maladie.

Vous constatez des différences considérables de traitement pour une même pathologie. Comment les expliquez-vous ?

Les traitements pour une pathologie donnée sont sujets à d'impressionnantes variations d'un pays à l'autre. Vous observez par exemple sept fois plus d'opérations cardiaques aux Etats-Unis qu'en Angleterre ou au Japon. Pourquoi ? Les écoles médicales sont plus ou moins interventionnistes ; les incitatifs économiques jouent aussi : une corrélation existe entre le nombre d'opérations et la densité de chirurgiens, également avec la façon dont les praticiens sont rémunérés, paiement à l'acte, tarification avantageuse... Ce qu'ont montré, par exemple, les études américaines pour les césariennes. C'est une des choses qui m'a le plus frappé au cours de cette étude. On s'est encore peu intéressé à établir de façon claire si ces différences sont réellement justifiées. Le gaspillage, ce n'est pas seulement l'armoire à pharmacie trop pleine, c'est l'intervention médicale inutile, c'est l'examen de dépistage systématique alors que seule une petite population à risques en a besoin, c'est la troisième échographie pendant une grossesse normale... L'évaluation de l'efficacité des traitements est un enjeu majeur.

On cite souvent les exemples allemand et canadien...

En Allemagne, il n'y a aucun rapport d'argent direct entre patient et médecin. Les caisses versent aux unions de médecins une enveloppe globale, à charge pour elles de répartir les paiements entre les médecins en fonction des points que leur valent le nombre d'actes effectués. Un système moins inflationniste qu'en France. Les médecins, payés à l'acte, sont incités, comme en France, à en faire plus que le voisin. Mais, s'ils font trop d'actes, le prix du point baisse. En outre, les unions médicales exercent un réel contrôle sur les médecins : celui qui prescrit trop est réellement sanctionné.

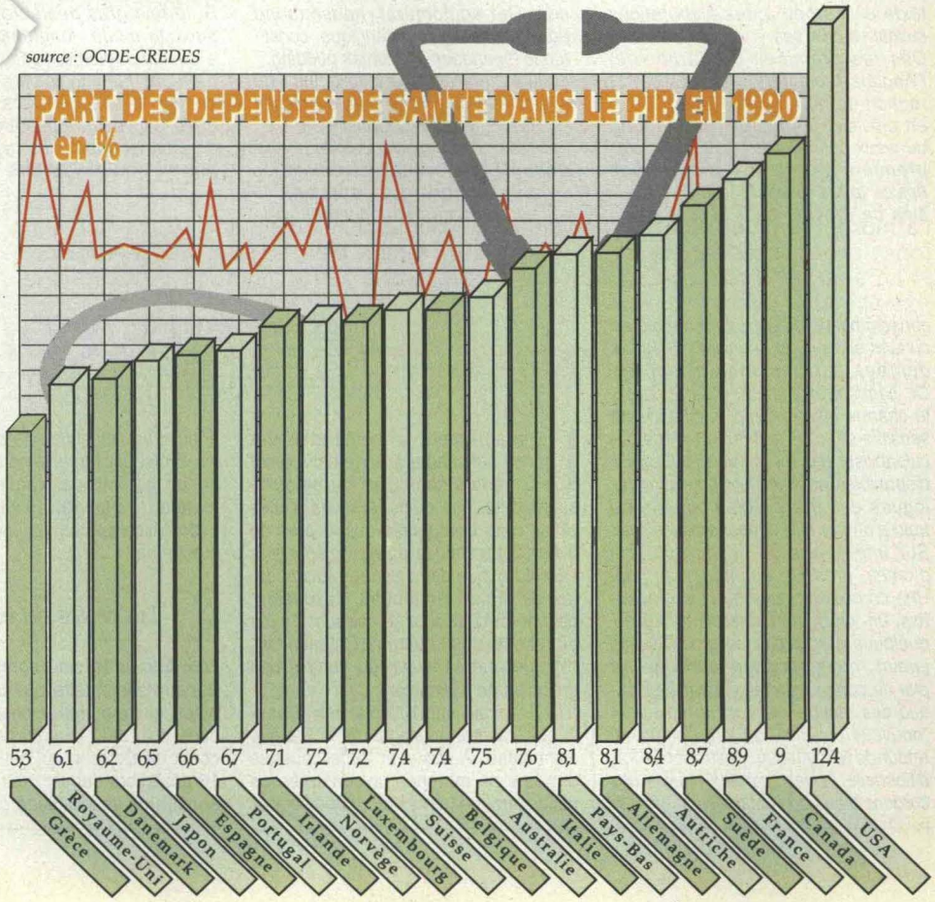
Au Canada, il n'existe ni ticket modérateur, ni honoraires libres. Les consultations sont partout gratuites. La négociation se fait entre l'Etat et les fédérations de médecins, une pour les généralistes, une pour les spécialistes, qui négocient non pas sur le prix de l'acte mais sur l'évolution du revenu moyen. S'il évolue plus fortement que prévu, le surplus est pris en diminution de l'évolution de l'année suivante. Les médecins généralistes ne sont pas encouragés à multiplier le nombre d'actes : au-delà d'un certain nombre, l'acte supplémentaire ne vaut que 25% du tarif de base. La médecine générale a un rôle majeur, il n'y a quasiment pas d'accès direct au spécialiste..

Que suggérez-vous pour faire face aux dysfonctionnements français ?

L'urgence est de trouver une voie française conciliant médecine à l'acte et respect d'objectifs économiques, comme Allemands et Canadiens ont su le faire. A cet égard, l'accord CNAM-Etat est peut-être un tournant. Ensuite, il faut restructurer les hôpitaux. Enfin, il faut repenser l'éducation à la santé et la formation des médecins. Nos attitudes communes profondes détermineront nos capacités à dépenser intelligemment.

Propos recueillis par Patricia Jaffray

(1) Dépenses de santé : un regard international

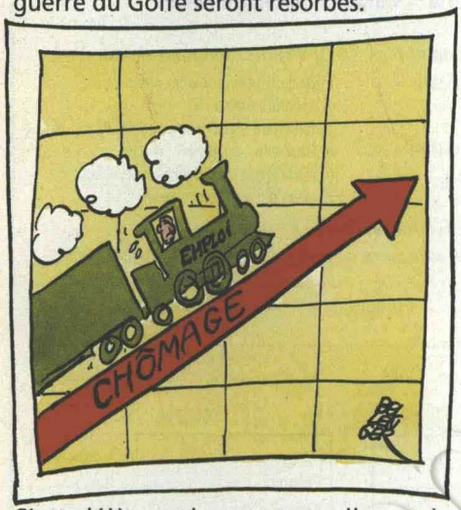


REPRISE ECONOMIQUE

lentement mais sûrement

Oubliés, la guerre du Golfe, et son cortège de lamentations sur les affaires qui ne reprennent pas ? Le mouvement de la vie est plus fort que les psychodrames. C'est, en tout cas, l'avis de l'INSEE : les tendances économiques, qui étaient à l'œuvre avant cette drôle de crise, sont de retour.

Le ministère de l'Economie table, pour 1992, sur une croissance de 2,2%. Les instituts de conjoncture privés sont plus pessimistes, avec 2% pour l'ensemble de l'année. L'INSEE se contente sobrement de prévoir 1% pour le premier semestre. Mais "les soubresauts induits par la guerre du Golfe seront résorbés."



C'est déjà une bonne nouvelle, après l'atmosphère délétère qui a prévalu de longs mois après la guerre du Golfe. Malgré la déprime, le cours des choses commençait déjà à se redresser. Un rattrapage a déjà eu lieu après la guerre, conduisant à une croissance d'environ 3% au printemps et à l'été de 1991. Après ce regain souterrain de la production, amorcé au deuxième trimestre, la consommation s'est redressée dès la rentrée.

C'est en effet la consommation des ménages qui a soutenu la croissance depuis la mi-91, alors que baissait le taux d'épargne. C'est elle, aussi, qui contribuera le plus à la croissance du PIB, au début de 1992, grâce, en particulier, aux Jeux olympiques qui renforceront cette tendance. La demande de produits manufacturés croîtrait d'environ 1,5% : après le recul de cette année, les perspectives du marché automobile seront un peu meilleures, avec une stabilisation des immatriculations au-dessus des niveaux atteints fin 1991.

Le schéma est le même pour les USA et les pays d'Europe (excepté l'Allemagne), où une croissance modérée serait tirée par la consommation au premier semestre de 1992. Mais la reprise de l'activité aux USA, même modérée, n'en permettra pas moins, dans un premier temps, de soutenir les échanges dans le monde, grâce à la stabilisation du dollar, ce qui contrebalancera les ralentissements prévisibles en Allemagne et au Japon. Cette reprise de l'activité permettra aux entreprises françaises de retrouver un peu leurs marges. Comme, en plus, les prix des produits énergétiques devraient rester modérés, les hausses resteront en général assez sages et l'écart d'inflation avec la partie occidentale de l'Allemagne sera encore positif d'environ un point.

Le nombre d'emplois, d'après l'INSEE, baisserait très modérément dans le premier semestre : l'industrie manufacturière devant perdre environ 100.000 emplois de la mi-91 à la mi-92, la proportion de chômeurs se maintiendrait aux alentours de 10%. En fait, le ministère du Travail est circonspect : cette année, même si on a observé 60.000 créations d'emploi, le chômage a continué à galoper, avec 300.000 demandeurs d'emplois supplémentaires. Il semble bien, en effet, que les comportements changent, et en particulier celui des femmes, qui ne considèrent plus leur travail comme simplement pourvoyeur de salaire d'appoint, mais comme la seule source possible de revenu du ménage si leur conjoint se trouve au chômage.

Au ministère du Travail, on compte sur le dispositif mis en place récemment pour inciter les chefs d'entreprise à anticiper la reprise, mais l'exonération des charges sociales pour l'embauche des jeunes non qualifiés ne semble pas pour l'instant avoir répondu aux attentes : on en espérait 15.000 à 18.000 embauches supplémentaires par mois, on en a vu simplement un peu plus de 6.000 en novembre. Certes, la mesure est nouvelle, mais il faut espérer que l'incitation fiscale pour développer les emplois de proximité aura une meilleure "rentabilité" immédiate en termes d'emploi.

Monique Grima

BREF... EN BREF... EN

■ **Les primes à la performance, qui seront attribuées aux athlètes français médaillés aux Jeux olympiques d'Albertville et de Barcelone, ne seront pas soumises à l'impôt sur le revenu. Michel Charasse l'a décidé, à la demande de Frédérique Bredin, ministre de la Jeunesse et des Sports.**

■ L'impôt de solidarité sur la fortune s'est élevé globalement à 6.061 millions de F en 1990, soit 6,1% de plus qu'en 1989. Au 1er juillet 1991, 5.977 millions de F avaient déjà été collectés. Cette situation provisoire permet de constater une augmentation de 4,6% du produit de l'impôt et de 6,4% du nombre des redevables.

■ **Le taux d'augmentation des prix de la zone OCDE est le même en octobre qu'en septembre, soit 0,6%. Les prix ont diminué au Canada de 0,2% pour le deuxième mois consécutif, mais fortement augmenté au Japon, en passant de 0,2 à 1,1%.**

■ Différentes mesures ont été annoncées pour soutenir le développement international des PME-PMI. Les procédures de garantie des investissements contre le risque politique vont être unifiées, le champ d'application de l'assurance-prospection sera élargi.

■ **"Faut-il encore des ouvriers ?" Particulièrement brûlante à quelques semaines de la table ronde entre Education nationale et partenaires sociaux sur l'apprentissage, cette question est au coeur du numéro 59 de "Ecole et socialisme". Assemblée nationale, bureau 84.19, 126 rue de l'Université, 75007. Paris. 26 F.**

■ La proportion de salariés percevant des bas salaires varie fortement d'un pays à l'autre de l'Europe, selon le Centre d'étude des revenus et des coûts. Avec 14%, la France se situe dans la moyenne. La Belgique est la mieux lotie, avec 5%. Le Royaume-Uni bat tous les records, avec 20%.

■ **Les musées de l'Education nationale recèlent des trésors : l'avion de Blériot, la girafe de Charles X... Du musée de l'Homme et du Palais de la Découverte à quelque 180 musées de province, le "Guide des musées de l'Education nationale", dévoile des merveilles à redécouvrir d'urgence (Ouest Editions, 160 F).**

■ Nombre de candidats stable aux concours de recrutement des enseignants du second degré : + 0,2% par rapport à 1991. Signe encourageant : le nombre d'étudiants augmente de 3% en moyenne surtout dans les disciplines déficitaires (14% en maths, 19% en physique).

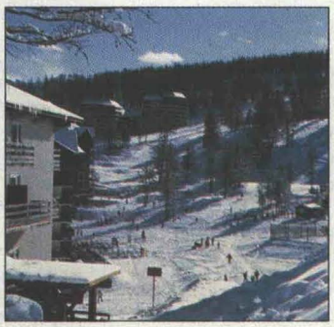
■ **Les centres de soins pour toxicomanes manquent dramatiquement de places. 7.700 lettres de demandes d'admission volontaire non satisfaites, faute de place, ont été déposées à l'Elysée. La capacité actuelle des centres est de 600 places !**

Bonnes fêtes de fin d'année et meilleurs vœux pour 1992.
Merci à tous nos abonnés pour leur fidélité.
Merci à tous nos complices
qui nous ont permis de vous offrir ici spectacles et voyages.
Merci à tous nos lecteurs pour leurs encouragements et leurs critiques.
Et rendez-vous l'année prochaine dans la page Club.

• RISOUL •

1.850 m d'altitude, 160 km de pistes balisées ... Léo-Lagrange et "Vendredi" vous offrent des vacances d'hiver à des prix club.

Ces prix comprennent : hébergement (chambres de 2,3,4 ou 5 lits), pension complète, animations, équipements sportifs, discothèque... et l'adhésion annuelle Léo-Lagrange. En supplément (par semaine) : *forfait ski* **(490 F)** et *matériel* **(150 F ou 220 F).**



	Adultes	*Enfants 6/12 ans*	*Enfants 2/6 ans*	*Enfants - 2 ans*
Du 4 au 11 et du 18 au 25 / 1 / 92	**1.498 F**	**1.365 F**	**1.029 F**	**gratuit**
Du 11 au 18 / 1 / 92	**1.393 F**	**1.365 F**	**1.029 F**	**gratuit**

■ A l'affiche du club ■

(avec "Vendredi" sous le bras)

- *"Les Lettres de la marquise", Aktéon théâtre, 26 et 27/12.*
- *"Mlle Else", le Lucernaire, tarif réduit (84 F au lieu de 140 F) du 23 au 28/12.*

ATTENTION

à partir du 1er janvier 1992, l'abonnement à "Vendredi" passe de 250 F à 260 F.

500.000 lecteurs c'est possible... avec vous !

Faites connaître gratuitement Vendredi, pendant 10 semaines à :

Nom..... Adresse..... Code postal..... Ville.....	Nom..... Adresse..... Code postal..... Ville.....
Nom..... Adresse..... Code postal..... Ville.....	Nom..... Adresse..... Code postal..... Ville.....



Bulletin d'abonnement

A renvoyer à : "Vendredi" service lecteurs

❑ ***C'est décidé, je m'abonne !***

Ci-joint paiement par chèque bancaire ou postal à l'ordre de "Vendredi"
• ❑ Abonnement(s) à 250 F
(400 F DOM-TOM / CEE / 600 F autres pays)
• ❑ Abonnement(s) de soutien à ..... F
Soit au total : ..... F

❑ ***Veuillez abonner de ma part***

Pour deux abonnements offerts, "Vendredi" maintient l'ancien tarif d'abonnement (200 F) et vous offre un "pin's" (dans la limite des stocks disponibles). Et vous devenez membre du Club.

10 rue de Solferino 75333 Paris cedex 07

Merci de penser à joindre votre bande adresse et le montant des abonnements

Nom ..... Prénom .....
Adresse .....
Code postal ..... Ville .....

▼ 1 ▼

Nom .....
Prénom .....
Adresse .....
.....
Code postal .....
Ville .....

▼ 2 ▼

Nom .....
Prénom .....
Adresse .....
.....
Code postal .....
Ville .....

• LES COLLINES DE L'AUTAN •

La sélection du Club pour les fêtes de fin d'année

• ***Colis n° 1 :*** 1 foie gras entier de canard 200 g + 1 bloc de foie gras de canard 100 g + 1 confit de canard (2 cuisses) + 1 civet de canard (2 cuisses) + 1 galantine de foie de canard 100 g - **360 F***.

• ***Colis n° 2 :*** 2 foies gras entiers de canard (1x200 g, 1x350 g) + 1 bloc de foie gras de canard 200 g + 1 pâté de foie gras de canard + 1 confit de canard (4 cuisses) + gésiers confits de canard 400 g - **620 F***.

• ***Colis n° 3 :*** 2 foies gras entiers de canard (2x350 g) + 1 bloc de foie gras de canard 200 g + 1 confit de canard (4 cuisses) + 2 civets de canard (2x2 cuisses) + 1 galantine de foie de canard 200 g + 1 terrine de canard au poivre vert 200 g + 1 chiquetaille de canard 200 g + 1 magret séché de canard env. 300 g - **920 F***.

FOIE GRAS DU PAYS TOULOUSAIN

SCEA PALMICROS, "Le Cros", 31470 BRAGAYRAC
☎ 61.91.65.52

** Frais de port inclus*

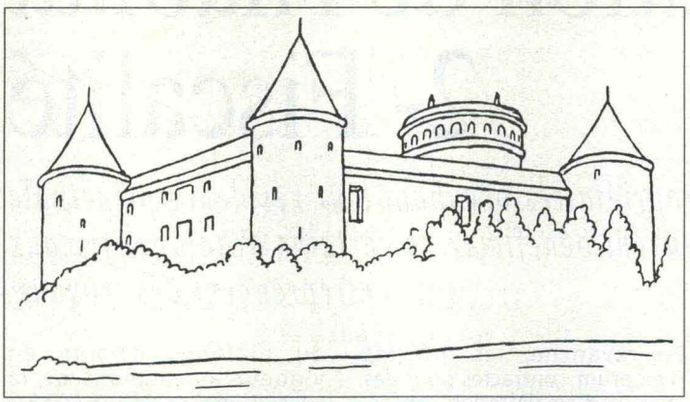
Bonne résolution à prendre sous le gui : en 1992, je m'abonne !

Retrouver les paysages d'antan

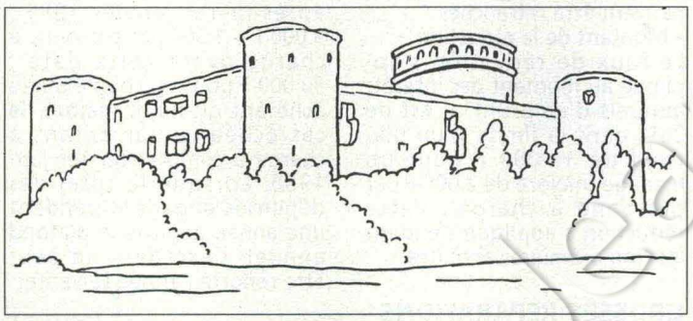
"Là, dit le grand-père, désignant deux paires d'immeubles, il y avait une maison en pierres, au milieu d'un champ." Faire émerger une mémoire des lieux, retrouver l'ancien derrière l'actuel, c'est le défi auquel s'est livré Bernard Quilliet dans "Le Paysage retrouvé"*. Il a donné un nom à son travail : le "landschatique" (de l'allemand landschaft, paysage). Cette reconstitution du passé, Bernard Quilliet l'effectue d'abord grâce aux peintres ou aux graveurs et, dès la fin du XIXe siècle, à la photographie et aux nombreuses cartes postales qu'elle permet. Il propose une échelle, classant les sites de 1 à 9, selon les transformations subies. Dans la classe 1, des zones déshéritées où l'homme s'est peu attardé : en France, certains secteurs du causse du Larzac, voire des montagnes d'Arrée.

En revanche, à Paris, plusieurs endroits se situent en haut de l'échelle, de même que certains lieux très industrialisés où l'installation de hauts-fourneaux, d'aciéries... ont aplani, éventré des sites champêtres : ce sont des paysages bouleversés et à peine restituables. L'un des intérêts de cette recherche est peut-être, au vu des erreurs passées, d'éviter l'irréparable en faisant réfléchir ceux qui sont trop prompts à lancer des bulldozers. ●

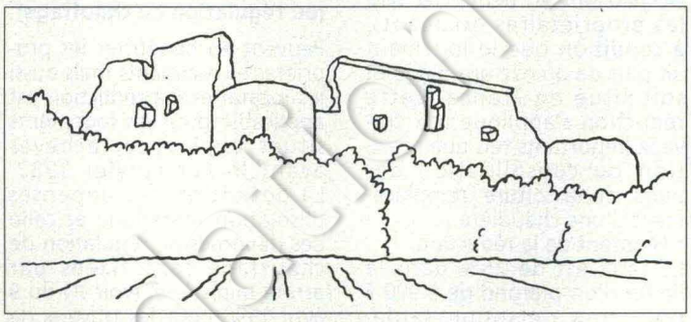
** Fayard, 697 p., 250 F.*



▲ *Le château féodal de Coucy (Aisne) à la fin du XVIe siècle, d'après une restitution.*



▲ *Le même avant 1917, d'après une photographie.*



▲ *Le même actuellement, d'après une photographie.*

Loi sur l'eau

Le projet de loi sur la répartition, la police et la protection des eaux a été adopté, le 10 décembre, par les députés (par un vote personnel).

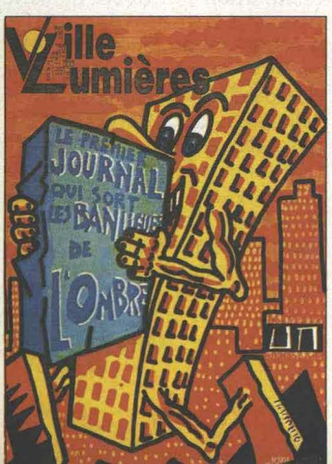
Une modernisation attendue car la dernière loi sur l'eau date de 1964. Il met en place, notamment, des schémas d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE), dont seront responsables des commissions locales, composées de représentants des collectivités territoriales, des usagers et des riverains, de l'Etat et de ses services publics. Le texte définit également un nouveau délit de pollution des eaux, passible d'une amende de 2.000 à 5.000 F et d'un emprisonnement de deux mois à deux ans. ●

Un mensuel des banlieues

"Ville Lumières", c'est un nouveau mensuel, dont l'objectif est de montrer qu'il se passe "des choses bien" dans les banlieues : sans éluder les difficultés, donner une image plus positive que celle véhiculée par les médias plus intéressés par les coups de sang. Autre ambition : faire un journal qui appartienne aux habitants, auquel ils participent vraiment, par des témoignages ou même des contributions graphiques.

A la une du prochain numéro : une interview de Renaud. On y trouvera aussi, à partir du courrier, des réponses à des questions juridiques ou psychologiques. Public visé : les associations de ces quartiers et, à travers elles, les jeunes. Mais aussi tous ceux qui s'intéressent à la vie de leur pays, là-bas, de l'autre côté des tours. ●

(Dans les kiosques, 16 pages,10 F).



PAGE PREPAREE PAR MARYLINE TRASSARD

Le film qui n'en finit pas de commencer

A Goussainville (95), Malik Chibane voudrait faire son cinéma. Malik et les membres de l'association Idriss se désespèrent : tout était fin prêt pour la réalisation d'un film, "Les Rolotos" : l'histoire d'enfants d'immigrés, dans une banlieue française. Mais les fonds ne sont pas au rendez-vous.

En 1989, ils avaient entrepris l'écriture d'un scénario, reflet de la culture banlieue, pour un petit film d'animation.

Au fil des mois, ils obtiennent des accords pour des subventions (un million de F), des rendez-vous au ministère de la Culture, au CNC (Centre national du cinéma).

Le projet prend de l'ampleur. On décide, avec la maison de production Vertigo, d'oser le long-métrage. En 1991, Thomas Gilou, réalisateur de "Black Mic-mac", travaille à l'amélioration du scénario et souhaite participer à une coréalisation. La machine semble bien lancée. Repérage des lieux, distribution qui touche plus de 500 jeunes, sur 28 communes d'Ile-de-France. Le rêve est en passe de devenir réalité.

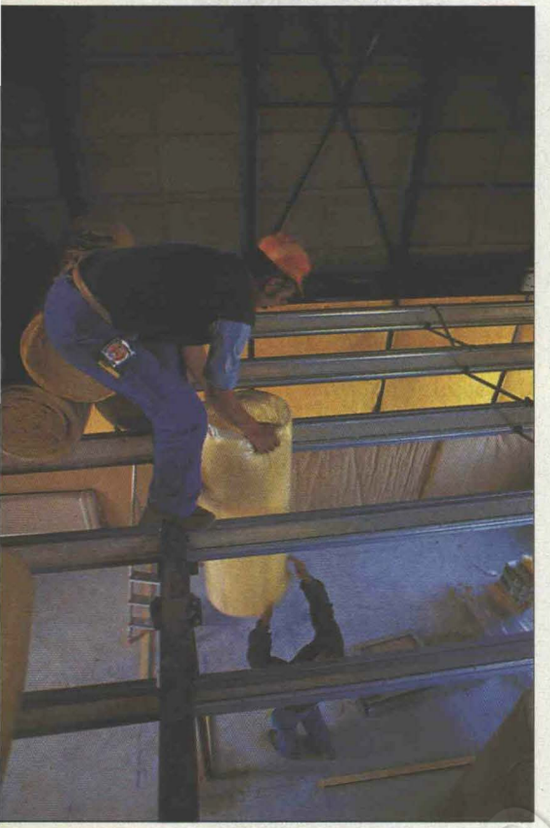
Mais la mauvaise nouvelle tombe pendant le mois d'octobre dernier : la réponse négative du CNC à la demande d'avance sur recettes de 2,5 millions de F (le budget prévu est de 4 millions de F).

Aujourd'hui, Malik Chibane et tout ceux qui ont trimé avec lui ne peuvent se résoudre à revenir au projet initial : celui d'un film associatif et confidentiel. Le temps presse. Il va falloir utiliser les subventions et, sur le terrain, on se démobilise. "Par les temps qui courent, regrette Malik Chibane, les gens ne croient pas à l'aventure. Pour un film, il exigent des noms connus." Il aimerait pourtant avoir sa chance, l'occasion de faire ses preuves. Et si, en forme de cadeau de Noël, un commanditaire venait frapper à la porte d'Idriss ?

☎ 39.88.52.39 ●

amélioration de l'habitat 2- Fiscalité

Les propriétaires occupant leur résidence principale peuvent bénéficier de certains avantages fiscaux s'ils entreprennent des travaux.



A l'occasion de travaux importants, le propriétaire occupant peut choisir la réduction d'impôt liée aux intérêts d'emprunt ou celle liée aux dépenses pour de grosses réparations. Il ne peut, en aucun cas, cumuler les deux formules.

INTERETS D'EMPRUNT

Pour en bénéficier, le propriétaire doit avoir contracté un prêt pour financer de grosses réparations (on entend par là des travaux d'une importance excédant celle des opérations courantes d'entretien et de réparation, des travaux de remise en état, le remplacement d'équipements, par exemple la réfection totale d'une installation sanitaire, le remplacement d'un ascenseur, la remise en état d'une toiture...).

En revanche, les intérêts d'emprunt contractés pour des travaux d'amélioration concernant un chauffage central, ne peuvent être retranchés.

• **Montant de la réduction**

Le taux de réduction s'applique au montant des intérêts annuels d'emprunt. Il est de 25% dans la limite d'un plafond de 15.000 F pour un ménage (majoré de 2.000 F par personne à charge). Cette réduction s'applique pendant les cinq premières annuités.

GROSSES REPARATIONS

Ne peuvent en bénéficier que les propriétaires occupants, à condition que le logement ait plus de quinze ans d'âge et soit situé en France. Cette réduction s'applique aux travaux importants tels que réfection ou consolidation des murs, de la toiture, remplacement d'une chaudière...

• **Montant de la réduction**

Le taux est de 25% dans la limite d'un plafond de 8.000 F pour une personne seule, 16.000 F pour un couple marié (majoré de 2.000 F par personne à charge, 2.500 F pour le 2e enfant, 3.000 F à partir du 3e).

RAVALEMENT

Cela concerne les dépenses pour la remise en état des façades tels que le grattage, le lessivage des murs, la réfection des crépis... Les dépenses de ravalement ne peuvent être retranchées des impôts qu'une fois tous les dix ans pour un même logement (une fois tous les cinq ans si la façade est en bois), de même, elles ne peuvent être retranchées que sur les revenus d'une seule année.

• **Montant de la réduction**

Le taux est de 25%, avec un plafond de 15.000 F pour un ménage + 2.000 F par personne à charge.

Les réductions au titre des intérêts d'imprunt et les dépenses de ravalement peuvent se cumuler dans la limite du plafond commun en vigueur au moment de la conclusion du prêt : 15.000 F + 2.000 F par personne à charge après le 1er janvier 1985 ; 9.000 F + 1.500 par personne à charge avant cette date ; 30.000 F pour un couple marié achetant du neuf, majoré, le cas échéant, par enfant à charge à compter du 1er juin 1986. Lorsque le total des dépenses engagées pendant une année dépasse le plafond annuel, l'excédent ne peut être reporté l'année suivante.

ISOLATION THERMIQUE
(ou régulation de chauffage)

Peuvent en bénéficier les propriétaires occupants mais aussi les locataires. La réduction est applicable pour les logements situés en France, achevés avant le 1er janvier 1982. La définition des dépenses d'isolation thermique et celle des dépenses de régulation de chauffage sont fixées par arrêté ministériel (voir JO du 9 avril 1990 pour les travaux de régulation et JO du 25 avril 1990 pour les travaux d'isolation). Les dispositions sont applicables aux dépenses effectivement payées entre le 1er janvier 1991 et le 31 décembre 1992.

• **Montant de la réduction**

Le taux est de 25% (le plafond des dépenses est identique à celui des grosses réparations).

•

Ces réductions d'impôt liées à l'habitation principale ne sont plus accordées aux contribuables dont le revenu net dépasse la douzième tranche d'imposition (pour 1990, il ne fallait pas dépasser 216.940 F par part). Il s'agit d'une réduction du montant des impôts.

Pour en savoir plus, s'adresser au centre des impôts et aux associations départementales d'information sur le logement (ADIL).

Chrystie Lipani

... EN BREF...

■ **Le "Guide du droit de préemption urbain" répond aux questions que se posent propriétaires, élus, vendeurs... Documentation française, 29 quai Voltaire, 75344 Paris cedex 07. ☎ 40.15.70.00 (510 F).**

■ Fin des appareils de télécommunication non agréés. On ne pourra plus trouver chez les distributeurs d'appareils sans l'étiquette "agréé connectable au réseau public", accordée par le ministère des PTT, prouvant que l'appareil a été contrôlé en laboratoire et présente les conditions de sécurité et d'efficacité attendues.

■ **Activité de la direction générale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des fraudes (DGCCRF). La "Revue de la Concurrence" publie un numéro spécial entièrement consacré au rapport d'activité 1990. Documentation française (36 F).**

■ Des eaux de bonne qualité dans l'ensemble. C'est ce qui ressort de l'enquête menée en 1990 par les agents de la DGCCRF qui ont contrôlé 118 eaux minérales naturelles. Cependant, des anomalies existent en matière d'hygiène, dans 25% des cas.

■ **Pour aider le client à mieux s'y retrouver en matière de qualité des établissements hôteliers, la Fédération nationale de l'industrie hôtelière (FNIH) devrait mettre au point de nouveaux logos.**

■ Les vendeurs ne pourront plus désormais être rémunérés en fonction du taux de crédit choisi par les clients (JO du 3 novembre, décret d'application de la loi sur le surendettement).

■ **La ceinture à l'arrière de la voiture sera obligatoire pour tous les enfants, à partir du 1er janvier 1992, alors qu'elle ne l'était que pour les plus de dix ans.**

■ Les aérosols, à l'origine de nombreux accidents, devront désormais porter la mention "produits dangereux". Pour François Doubin, secrétaire d'Etat, chargé de la Consommation, "il faut imposer aux fabricants des normes plus strictes en matière d'information des usagers."

... LE DESSIN DE LA SEMAINE ...



BLOC - NOTES

Claude Estier

15 décembre

A force de rivaliser dans le dénigrement, la presse s'est, une fois de plus, lourdement trompée. La présentation et même les premiers comptes rendus du congrès de l'Arche de La Défense n'étaient que sarcasmes, ignorant le débat sur le Projet pour ne retenir que les ragots de couloir sur de prétendues combinaisons mettant en cause la direction du Parti et celle du gouvernement. Pour les observateurs de bonne foi, la surprise aura été que le souhait d'unité et de cohésion que nous exprimions vendredi en ouvrant les travaux se concrétise au fil des interventions à la tribune, chacun, et notamment Jean Poperen, Laurent Fabius, Lionel Jospin, Michel Rocard y apportant sa pierre et concourant avec tous les autres à une mobilisation générale contre la droite et le Front national. Pour les mêmes, la surprise aura été aussi l'accueil chaleureux réservé samedi matin à Edith Cresson qui, au-delà d'un discours préparé, a su trouver les mots directs de la "militante de Matignon". L'idée l'a vite emporté chez tous qu'il n'y avait pas d'issue sans solidarité du Parti avec le gouvernement comme avec le président de la République.

S'il est vrai que beaucoup des 2.000 délégués étaient arrivés de leurs départements plus ou moins moroses ou inquiets pour l'avenir, ces trois journées ont regonflé leur moral en exorcisant le cauchemardesque souvenir de Rennes. A cet égard, le congrès du Projet était un pari mais il a été gagné par ceux qui l'ont voulu, d'abord Pierre Mauroy qui s'y est accroché avec obstination, et Michel Charzat qui a accompli pendant dix-huit mois un travail sans précédent de recherche, de réflexion et de synthèse pour aboutir à ce document approuvé par plus de 80% des militants. Sans doute ne règle-t-il pas les rapports de pouvoir mais il aidera, quand ils se reposeront, à les situer dans un contexte moins conflictuel. Il démontre, en tout cas, que le PS, s'il a besoin "au terme d'une étape", comme dit le président, de rénover ses structures et son mode de fonctionnement, est bien le seul parti français capable à la fois de dresser un constat honnête de son action et de regarder loin devant lui. Cela devrait lui valoir moins de dérision et, comme l'a demandé Pierre Mauroy, davantage de respect.

16 décembre

La nouvelle intervention de François Miterrand, hier soir à "7 sur 7", sera-t-elle jugée avec plus d'objectivité ? Je ne parle pas des commentaires de "l'Humanité" ou du "Figaro", écrits d'avance et qui, à nouveau, se rejoignent. Mais je note ce matin que beaucoup d'éditorialistes de Paris et de province sont sensibles à la pédagogie contenue dans les propos présidentiels. Peut-être aura-t-elle quelque peu dissipé cette peur diffuse ressentie par beaucoup de Français, et entretenue par certains, devant les progrès de l'Union européenne. Contrairement à ce que prétend telle ou telle personnalité de l'opposition, le chef de l'Etat n'a pas cherché à se servir de l'accord de Maastricht à des fins de politique intérieure. S'il insiste sur l'importance historique de cet accord qui lui doit beaucoup, c'est parce qu'il est convaincu -il l'a toujours été- que l'édification d'une véritable Communauté européenne est le moyen de protéger la France et les Français. A ceux-ci, il veut faire comprendre que la morosité et la frilosité ne sont pas de mise car, en dépit des graves difficultés qui nous assaillent -le chômage, souci numéro un- la France possède tous les atouts nécessaires pour réussir "dans un ensemble plus vaste, plus fort et plus prospère". Quand le traité de Maastricht sera prêt à être ratifié -pas avant le mois d'avril prochain- les Français auront, d'une manière ou d'une autre, voix au chapitre. D'ici là, le président, qui ne "débraye" pas, entend bien leur démontrer, en dépit des mauvais sondages, qu'il les conduit sur le bon chemin.

VIRGIL TANASE

Mieux comprendre vers où nous allons

Nous y voilà, nous y sommes : encore un pas, encore quelques jours et... nous serons en Europe. On en parle tant que, même sans le sommet de Maastricht, cela ne risquait pas de passer inaperçu. Partisans et adversaires (ceux-ci ne sont pas légion et s'acharnent plutôt sur les détails tout en acceptant le principe) s'affrontent, tandis que nous, pauvres gens qui ne sommes pas en train de faire des affaires internationales ni de participer à des capitaux multinationaux, nous voudrions mieux comprendre ce qui nous arrive et vers où nous allons.

Pour y voir plus clair, j'ai choisi deux ouvrages qui plaident sans hésitations la cause de l'Europe. Une Europe qui, d'ailleurs, ne fait plus de doute : elle est là ! La décision politique ne fait qu'emboîter le pas à la réalité. Maurice Allais, prix Nobel de sciences économiques, est ce que l'on nomme un expert. Son livre *"L'Europe face à son avenir : que faire ?" (1)* est technique dans la mesure où les idées générales s'appuient souvent sur des analyses précises concernant des points qui ne nous sont pas familiers : mouvement des marchés, salaires, taux de change, etc. A sa façon, celui d'Eduardo Lourenço : *"L'Europe introuvable" (2)* l'est aussi. Son livre, qui a reçu le prix européen de l'Essai, manipule des données culturelles pas toujours familières ; son écriture n'est pas à la portée de tout le monde et, si le texte de Maurice Allais peut décourager plus d'un par son caractère doctoral, celui d'Eduardo Lourenço semble, de son côté, s'adresser à un public intellectuellement averti (ce n'est pas un reproche, juste un avertissement au lecteur).

> ***"L'Europe est déjà une réalité et le ciment de cet édifice est culturel."***

Ce qui réunit les deux auteurs, c'est leur conviction profonde que, d'un côté, l'Europe est déjà une réalité et que, de l'autre, le ciment de cet édifice est culturel.

Pour Maurice Allais, l'Europe que nous sommes en train de construire est, essentiellement, un ordre politique d'une même nature que celui ayant permis à chacune de nos nations de prospérer, "un ordre politique où les pouvoirs sont aussi décentralisés que possible, et où, à chaque échelon, un minimum de pouvoirs est délégué à un niveau supérieur, ce minimum de pouvoir qui permet et conditionne notre vie commune." Or, écrit quelques lignes plus loin Maurice Allais : "Cet ordre politique ne peut être réalisé que si nous le fondons sur une réelle communauté culturelle." Celle-ci n'est plus à inventer mais simplement à prendre en compte : "C'est cet humanisme libéral qui inspire fondamentalement la littérature, la morale, la philosophie, la pensée politique, le droit de la civilisation européenne."

Cette identité culturelle européenne ne fait pas de doute pour Eduardo Lourenço non plus : "Cessons de croire, écrit-il, que l'Europe est partout et nulle part. C'est aux non-Européens d'en décider ; et ils ont déjà décidé, se réclamant, à juste titre, de la différence qui toujours les a définis..." Alors, notre vieille Europe, c'est quoi ? "Le lien essentiel qui relie démocratie et culture", répond Eduardo Lourenço avant de s'attaquer à cette génération d'intellectuels d'aujourd'hui qui, par esprit de contestation, nient l'héritage spirituel de l'Europe et s'enfoncent dans un mondialisme très parisien. Dans son recueil d'essais d'idées qui, scintillantes, volent, il est vrai, un peu dans tous les sens, Eduardo Lourenço passe en revue différentes étapes ou parentés (Baltasar Gracián et Descartes, par exemple) ayant conduit à cette "sagesse européenne" dont il espère beaucoup : "L'Europe comme culture ne peut être qu'un espace d'intercommunication où se recycle en permanence ce qu'il y a eu et ce qu'il y a de plus exigeant, de plus énigmatique, de plus inventif dans la culture européenne conçue comme culture des différences, toujours à la recherche de ce qui pourrait s'appeler (sagesse). En somme, de l'invention d'un chemin à prendre et d'une issue que personne ne nous a offerts ni ne peut découvrir à notre place."

Somme toute, on pourrait, pour conclure, rappeler cette phrase de Jean Monnet : "Si c'était à refaire, je commencerais par la culture."



▲ *Veronese : "Enlèvement d'Europe". (Venise, Palais Ducal.)*

(1) Ed. Robert Laffont/Clément Juglar, 306 p., 110 F.

(2) Ed. A.-M. Métailié, 176 p., 120 F.

"les Contes d'Hoffmann"

Heureux "Contes d'Hoffmann", qui auront été présentés à Paris, trois fois en un an. La dernière mise en scène, le 15 avril, à l'Opéra-Bastille, sera celle de Roman Polanski. Heureux public aussi : il ne lui faudra pas manquer la production qui est proposée pour les fêtes, car c'est un acte de foi.

Plutôt que de gémir sur l'absence de chanteurs français sur les scènes de l'Hexagone ou de se gausser des difficultés des institutions en charge de l'art lyrique, la Société des artistes lyriques de France prend le taureau par les cornes et monte ce grand opéra français avec des artistes français. Grande et belle musique, livret capitvant. Le lieu choisi -la salle Gaveau- conduira les initiateurs de ce projet pour une mise en scène de cet opéra fantastique, à une théâtralisation poussée : changements à vue, effets d'optique, lumières magiques, décors à transformation. Belle ambition à encourager. Mise en scène, J.-L. Paliès, dir. G. Talbot.

J.G.

Salle Gaveau, → 16/1. ☎ 40.30.11.11



Maquette des costumes (Jean-Luc Paliès). ▼



▲ *Chantal Bastide : Olympia.*

■ REVUE DES REVUES ■

***"Le Temps, ce grand sculpteur"**, par Marguerite Yourcenar (Folio). Une suite d'essais où l'intelligence le dispute au cœur.*

***"Civilisation grecque"**, par André Bonnard (Complexe). Trois volumes pour un parcours à la suite du plus merveilleux des professeurs.*

***"Mon propre rôle"**, par Serge Gainsbourg (Folio). En deux tomes, les textes d'un chanteur qui avait, aussi, du talent.*

***"Siegfried et le Limousin"**, par Jean Giraudoux (Le Livre de poche). Le meilleur Giraudoux.*

***"Intailles"**, par Daniel Boulanger (Poésie/Gallimard). Ce cher Boulanger sait retoucher la morosité aussi bien que l'aube.*

***"Le Piège"**, par Emmanuel Bove (L'Imaginaire/Gallimard). Un terrible roman sur les temps odieux des années 40.*

***"La Pierre et le saguaro"**, par Yves Berger (Le Livre de poche). Lyrisme et envoûtement.*

***"La Découverte de l'Amérique"**, par Marianne Mahn-Lot (Champs / Flammarion). Pour se mettre les idées en place avant le flot Colomb.*

P.Y.

"Une nuit sur Terre"

Avec le film à sketches, Jim Jarmusch semble avoir trouvé sa voie. Il y en avait trois dans "Mystery train", son précédent long métrage, en voilà cinq dans "Une nuit sur Terre". Seul lien entre eux, la simultanéité. Cinq brèves rencontres nocturnes entre un chauffeur de taxi et son passager. L'équivalent au cinéma des "nouvelles" en littérature. Située dans cinq grandes villes, Los Angeles, New York, Paris, Rome et Helsinki, c'est une véritable promenade planétaire à travers les cultures, les langues et les styles cinématographiques.

Cinq contes moraux sans prétention. Gena Rowlands, rayonnante, a pour partenaire la jeune Winona Ryder, cocasse chauffeur de taxi étonnamment détachée des vanités humaines. Béatrice Dalle, aveugle errant dans Paris, montre bien plus de clairvoyance que son chauffeur. Seul détonne le sketch de Benigni, au burlesque trop forcé. Pour faire un clin d'œil aux cinéastes qu'il aime, Jim Jarmusch a choisi un de leurs interprètes favoris pour chaque sketch. Gena Rowlands pour Cassavettes, Giancarlo Esposito pour Spike Lee, Benigni pour lui-même, Béatrice Dalle pour Beineix, et enfin Matti Pellonpaa pour Aki Kaurismaki.

CINEMA

▼ *Gena Rowlands, rayonnante.*



Grâce à la photo de Frederick Elmes, que ces villes sont belles, la nuit, avec cette lumière métallique, légèrement scintillante sur les trottoirs mouillés ! Jim Jarmusch ("Stranger than paradise", "Down by law"), comme à son habitude, filme l'Amérique des paumés déambulant dans un monde à la dérive. Il se livre ici à une satire désenchantée, mais pleine d'humour. Des gens se rencontrent, se ratent, se croisent, se séparent. La vie.

C.P.



MODELE

A2 est capable, parfaitement capable, de présenter des émissions intelligentes sur des sujets délicats ou sensibles : "Envoyé spécial", de Paul Nahon et Bernard Benyamin, a toujours montré son aspect des faits et son refus de battre l'estrade pour flatter l'audimat. Ainsi donc "La Peste brune", de Michael Schmidt, fut une enquête exemplaire sur les nazillons prêts à se déguiser et sur les nostalgiques du fascisme dénonçant dans leurs diatribes l'éternel complot judéo-maçonnique ou les dangers de l'invasion d'immigrés aux mauvaises odeurs. Mais, attention ! Ces champions du IIIe Reich n'habitent pas une autre planète. Ils rêvent de défiler, demain ou après-demain, dans un nouveau Nuremberg sous les acclamations de foules hystériques. Les hitléro-révisionnistes ne tiennent pas le haut du pavé mais, jour après jour, ils s'efforcent de gangrener les démocraties débonnaires. A l'issue de cet "Envoyé spécial", un bref débat a permis à Pierre-André Taguieff, auteur d'indispensables ouvrages sur le racisme (La Découverte-Gallimard) de souligner les dangers de la peste brune.

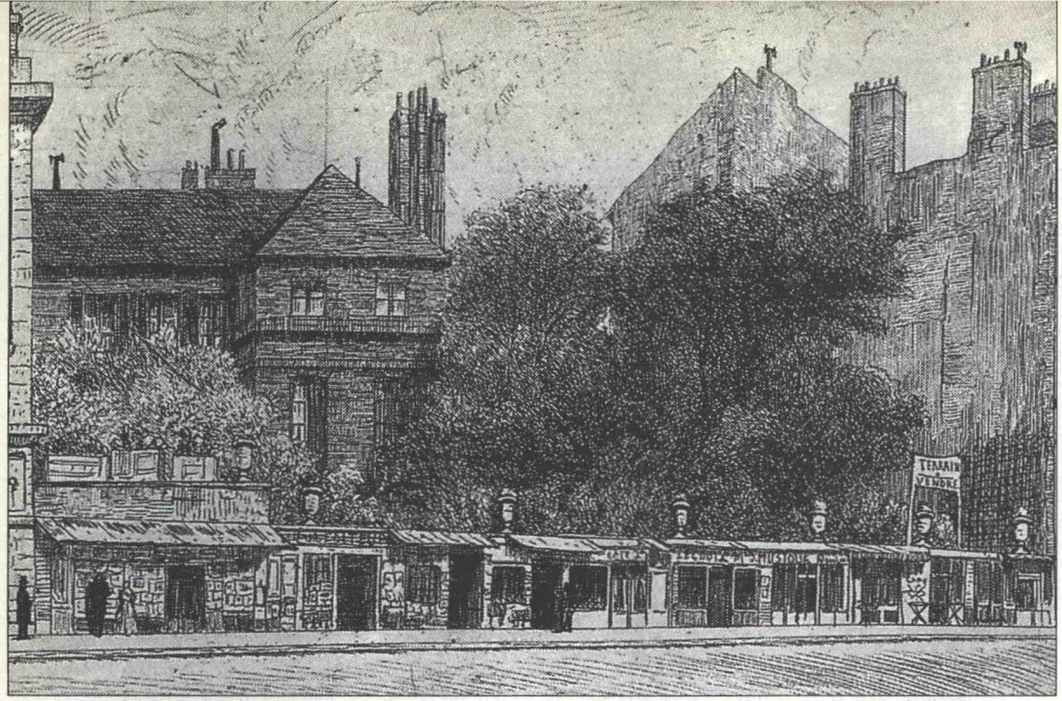
Carpentier, Cerdan, Joe Louis, Ray Sugar Robinson, Al Brown, appartiennent à la légende du "noble art" (la boxe). Elle reprend force et vigueur avec Canal+ même si les champions du monde se dispersent entre plusieurs fédérations. La soirée de vendredi, à Bercy, fut intéressante, car les combats ne tournèrent jamais à la boucherie. De la boxe limpide commentée sans trémolos lyriques. Qui dira, avec gentillesse, à Pascal Sevran que "La Chance aux chansons" (A2) rappelle, dans sa présentation, les débuts de Pierre Sabbagh et de Jean Nohain au petit écran ? En plusieurs décennies, la télévision s'est modifiée. Pascal Sevran ne s'est-il pas trompé d'époque ?

Qui dira, avec fermeté, aux responsables de la programmation d'A2 que "Les Enquêtes du commissaire Maigret", version Jean Richard, ont pris un définitif coup de vieux avec l'arrivée de Bruno Cremer qui surclasse, définitivement, le bafouillant Richard ? Les rediffusions doivent-elles être des épreuves ?

"L'Héritage des Romanov", baptisé "film document", de Peter Hercombe et Elena Romanova, devait être parrainé par les descendants du dernier empereur russe. Il est difficile de proposer une version aussi falsifiée de l'histoire car ce Nicolas II fut, Henri Troyat le souligne dans son dernier ouvrage, un personnage terne et médiocre.

Les comptes rendus sur le congrès extraordinaire du PS manquaient, pour le moins, d'originalité. Aucun lieu commun ne fut omis.

P.Y.



▲ *L'hôtel de Mailly, en 1865, là où est installée aujourd'hui la Documentation française.*

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE

savoir-faire et faire savoir

Sans faire savoir, le savoir-faire n'est rien.
Une vérité d'évidence qui s'applique
à tous ceux qui entreprennent ou initient.
Les pouvoirs publics -le gouvernement- ne doivent
et ne peuvent d'ailleurs plus, négliger le faire savoir.

La Documentation française est une création orignale. Née en 1945, elle a une double fonction de documentation et d'édition.

■ *Documentation*

La Documentation française collecte, traite et met en forme une information d'origine essentiellement administrative pour la mettre à l'usage du public et des administrations. Cette documentation est mise à disposition.

1) Sous forme imprimée classique dans des services ouverts au public
Une bibliothèque, deux centres de documentation, un service iconographique.

2) Par télématique
• La banque de données Bipa offre les services Logos (300.000 références) : textes intégraux sur l'action gouvernementale, les phénomènes économiques, les problèmes de société, l'administration.
• Saga (65.000 références, textes intégraux des discours des présidents de la République, communiqués, chronologies).
• Des services minitel : 3615 Doctel (organigrammes, actualité) ; 3615 ABC doc (répertoire des services de documentation) ; 3616 (Admitel : répertoire de l'administration) ; 3615 Vos Droits (guide des droits et démarches).

■ *Edition*

La Documentation française édite 35 publications dans les domaines les plus divers de l'action administrative, 15 périodiques d'actualité ou de synthèse qui sont ses publications propres. Et, enfin, 150 livres par an qui viennent augmenter un fonds de 6.500 titres. La mise à disposition d'une pareille masse de publication a amené la Documentation française à reconstruire complètement sa librairie du quai Voltaire, à Paris. Depuis hier, la surface ouverte au public a doublé. 15.000 titres sont présentés au public de la Documentation française : étudiants, enseignants, journalistes, agents des services publics, syndicalistes, entrepreneurs, mais aussi, entre le Louvre et le musée d'Orsay, aux promeneurs qui longent les berges de la Seine.

J.G.

29, quai Voltaire, 75007 Paris.
☎ 40.15.70.00

BREF... EN BREF... EN BREF... EN BREF... EN BREF...

■ Pour l'éveil artistique des jeunes, le Conseil économique et social formule sept propositions, portant notamment sur une meilleure formation des enseignants, l'implantation d'un atelier artistique dans les 77.000 écoles primaires, des jumelages entre lieux culturels et établissements scolaires et sur le rôle de la télévision.

■ **"Destination chocolat", appétissante exposition ouverte au Palais de la Découverte : culture du cacaoyer, chocolaterie, diététique, dégustation. → 22/3.**

■ L'Etat de Californie expérimente le propane pour provoquer des chutes de neige artificielles. Les écologistes et les pêcheurs californiens y sont hostiles.

■ **Ventes de disques en France : moins 7,2 % sur les dix premiers mois de l'année.**

■ Dorothée à Bercy (18/1 → 2/2), Henri Dès à l'Olympia (18/12 → 5/1) "Lobotomie or not lobotomie ?" s'interrogent vos marmots, le tympan aux aguets. Olympia, ☎ 47.42.82.45.

■ **Le cirque de l'an 2000, Archaos, fait de clowns en tôle ondulée et d'équilibristes à moto accompagnera le groupe U2 lors de sa prochaine tournée en France, au mois de mai.**

■ Les professions de la chaîne graphique s'organisent. Fabricants de papier et d'encre, éditeurs de presse et de livres, imprimeurs et diffuseurs (275.000 salariés et chiffre d'affaires annuel de 300 milliards de F) se sont donné un comité de liaison.

RENCONTRE AVEC

Suzanne Flon

Née d'un père cheminot, elle incarne, aujourd'hui, la marquise du Deffand dans "L'Autrichienne", de Jean-Claude Brisville (1).
Le temps semble avoir glissé sur Suzanne Flon, sans altérer ni le sourire, ni l'émerveillement devant ses succès, qu'elle veut n'attribuer qu'à la chance. "Je dois bien avoir un peu de talent. Puisqu'on me le répète, je finis par le croire. Mais d'autres comédiennes en ont, sans pouvoir jamais le prouver."
Suzanne Flon est née en 1923, au Kremlin-Bicêtre. A 17 ans, elle est vendeuse au Printemps. D'un rayon à l'autre, elle joue à "faire la vendeuse".



Survient sa première chance, sous les traits d'Edith Piaf, dont elle devient la secrétaire. Un jour, poussée par la Môme, elle se retrouve sur scène, annonçant le programme. Mistinguett remarque la gentille "speakerine", lui propose de faire de la figuration dans l'une de ses revues. Plus tard, dans un cours de comédie, elle rencontre Simone Signoret, dont elle devient la grande amie. "Quel enrichissement que de la côtoyer chaque jour, une leçon de théâtre de la vie ! "En 1943, première audition, devant Raymond Rouleau. Engagée, elle joue "Le Survivant", de J.-F. Noël, aux côtés de Madeleine Renaud et Maria Casarès. Suzanne était devenue Flon.
Depuis ses premiers pas sur une scène, près d'un demi-siècle s'est écoulé. Elle est restée telle qu'en elle-même. Cultivant les fleurs de son balcon, examinant le ciel "qui change tout le temps", elle sait rendre émouvant ses personnages rien qu'à leur prêter sa voix et son sourire. Ce doit être ça, le talent ! "Le plus joli sourire du théâtre français", comme l'écrivait Françoise Giroud.

N.A.

Théâtre de l'Atelier. ☎ 46.06.49.24

post-scriptum



JAMES STEEL
"Littératures de l'ombre"



Mal imprimée, dangereusement diffusée, la littérature a vécu, en France, une période de création intense pendant les années de l'Occupation. Pour les écrivains, elle représentait un exercice salutaire, indispensable. Pour le public, elle constituait évidemment une contre-propagande, un acte politique, mais aussi une affirmation culturelle, un point de ralliement. Elle était un dénominateur commun possible pour les Français désireux de faire quelque chose : un acte de dignité aussi.
D'où une production littéraire abondante -dont une bonne partie a été perdue- et hétérogène : le reflet de la Résistance elle-même, qui préfigure ce qui se passera, au plan politique, dans l'immédiat après-guerre.
Presses de la Fondation
des sciences politiques, 200 p., 140 F.

BENJAMIN STORA
"La Gangrène et l'oubli"



La guerre d'Algérie, un des plus durs conflits de décolonisation de ce siècle, n'a - par la suite - jamais été vraiment assumée ni d'un côté, ni de l'autre. Benjamin Stora veut éclairer les mécanismes de fabrication de l'oubli, en France comme en Algérie.
En France, ces mécanismes ont été mis en place dès le départ, par la négation de la guerre elle-même : il s'agissait "d'événements". En Algérie, par la violence de la guerre civile secrète qui opposa le FLN et le MNA, au prix de milliers de morts. Les accords d'Evian sont à quelques mois de leur trentième anniversaire : cet ouvrage propose aux uns et aux autres d'assumer le dévoilement de cette guerre.
La Découverte, 374 p., 125 F.

AZNAVOUR
"Des mots à l'affiche"



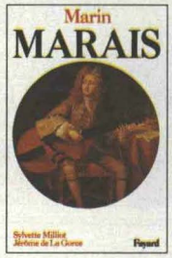
"J'ai la passion des mots", dit-il. Une éloquente démonstration en est donnée dans ce recueil où il se produit quelque chose d'assez extraordinaire.
Nous participons à un face-à-face avec Aznavour sans Aznavour. Lorsque le chanteur est sur scène ou à la télé, l'image, l'homme, le regard, la présence immédiate l'emportent. Et au disque : la voix, la musique. Ici, ne restent que les textes. Nus. D'une grande beauté, inspiration et écriture. D'un grand poète d'expression française venu, quelle horreur, d'outre-frontières.
Cherche-Midi, 158 p., 80 F.

ANNE ROZENBLAT, ALEXANDRE REVEREND
"Bonbecs"



Il ne s'agit pas de bonbons : ceux-là sont de sucrerie bien élevée, faite avec du bon lait, du vrai sucre et des fruits naturels. Le bonbec, lui, est bourré de colorants et il coupe l'appétit. Sa consommation est un acte subversif. Il faut en manger beaucoup pour atteindre à l'écœurement. Les bonbecs sont des pieds de nez.
Les voici répertoriés, photographiés pleine page, à l'échelle, dans leurs couleurs criardes : réglisses, guimauves, caramels, gélatines, chewing-gums, sucettes. Avec leur composition, y compris colorants, aromatisants. La palais de la gourmandise artificielle.
Syros, 100 p., 130 F.

SYLVETTE MILLIOT, JEROME DE LA FORCE
"Marin Marais"



Inconnu jusqu'à hier, Marin Marais prend les traits de Gérard Depardieu dans le film d'Alain Corneau, "Tous les matins du monde" et, du coup, s'installe en nos mémoires.
Marin Marais était si délaissé qu'il n'existait aucun ouvrage sur lui, avant cette biographie menée par deux chercheurs du CNRS. On découvrira un compositeur d'un réel talent, le plus grand virtuose à la viole du temps : le personnage musical français le plus important entre Lulli et Rameau. De surcroît, un assez époustouflant exemple de promotion sociale à une époque où elle était peu fréquente.
Fayard, 290 p., 140 F.



RAMEAU
"Pièces pour clavecin"



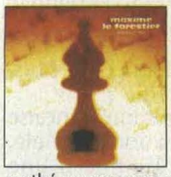
Le clavecin d'aujourd'hui n'a plus grand'chose à voir avec celui d'hier. Fini le temps de ces sonorités sans épaisseur, métalliques, identiques les unes aux autres, à la hauteur près. Ennuyeux, pour tout dire. Mais comment donc jouait-on du clavecin au début du XVIIIe siècle ?
Christophe Rousset, lui, offre un vif plaisir à ceux qui l'écoutent aujourd'hui dans ces deux disques contenant l'essentiel de ce que Rameau a écrit pour l'instrument. Des pièces connues de tous "La Poule", "Le Tambourin", "Le Rappel des oiseaux", audacieuses, séduisantes, conduiront à l'ensemble de ces trois recueils colorés, divers et séduisants.
Oiseau-Lyre, 2 CD, 425886, 69'21", env. 250 F.

MESSIAEN
"Turangalîla-symphonie"



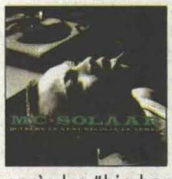
C'est décidément la chance de l'Opéra de Paris que de posséder Myung-Whun Chung à la tête de son orchestre. Dans ces années tumultueuses du décollage de notre grande scène nationale, lui, au moins, aura réussi ce qui était le plus difficile : rendre à l'Opéra son niveau international pour ce qui est de la qualité de l'orchestre. Grâce à lui, l'Orchestre de la Bastille a conquis ses galons.
Deux illustrations. D'une part, la Turangalîla-symphonie, d'une grande difficulté d'exécution, éclatante, exacte, enthousiaste. Messiaen lui-même la déclare version de référence (1). D'autre part, -musique française toujours, merci Chung- "L'Arlésienne" et "Jeux d'enfants" de Georges Bizet, colorés et brillants (2). Beaux disques.
Deutsche G. (1) 431781, (2) 431778, env. 125 F.

MAXIME LE FORESTIER
"Sagesse du fou"



Voici quelques mesures d'harmonie dans un univers de cacophonie. La douce voix de Le Forestier, le plus souvent drapé d'un simple synthé ou accompagné des voix de Patti Layne ou de Princesse Erika vise au cœur. Comment celui-ci ne battrait-il pas pour "Person to person" ou "Bille de verre" ? "La Sagesse du fou" allie le dépouillement des "Jours meilleurs" et l'alternance romance/cadence de "Né quelque part/Ambalaba". La ligne vocale simple et chaleureuse de Maxime Le Forestier nous met échec, épate.
Polydor, 511372, 35'28", env. 120 F.

MC SOLAAR
"Qui sème le vent récolte le tempo"



A la pêche de lam, à la hargne des Suprême NTM, Mc Solaar oppose une maîtrise et une classe rares dans le rap français renaissant après les "hip-hoperies" de Sydney. Vindicatif ("L'Histoire de l'art"), moralisateur ("Matière grasse contre matière grise", "La Devise"), amoureux d'une certaine "Caroline", Mc Solaar, avec Jimmy Jay a des rythmes qui frappent fort et juste. "Si le rap excelle, le jazz en est l'étincelle"... et la soul du Marvin Gaye sa flamme. L'indispensable et très agréable disque rap made in Villeneuve-Saint-Georges / Banlieue Sud.
Polydor, 511133, 52118, env. 120 F.

Agenda

Classique

ANGERS
"La Vie parisienne" (Offenbach). Th. municipal, 28→1/1. ☎ 41.87.76.32
AVIGNON
"Vienne chante". Opéra→5. ☎ 90.82.23.44
DOUAI
P. Amoyal, violon et O.N. de France, dir. C. Dutoit. 21, 20h30. ☎ 27.87.07.78
LILLE
S. Ramey, basse. Opéra, 4, 20h30. ☎ 20.06.88.04
MARSEILLE
"La Belle Hélène" (Offenbach). Opéra →31. ☎ 91.55.00.70
MONTPELLIER
"Le Baron tzigane" (Strauss). Opéra → 27. ☎ 67.66.00.92
NANTES
"La Basoche" (Messager). Graslin → 31. ☎ 40.69.77.18
PARIS
• "Boris Godounov" (Moussorgski), dir. Chung. O.-Bastille → 20/1. ☎ 44.73.13.00.
• "Alceste" (Lully), dir. Malgoire. TCE, 28 → 8/1. ☎ 47.20.36.37.
O. de Paris, dir. J. Kakhidzé. Châtelet, 25, 12h. ☎ 40.28.28.40
RENNES
"La Vie parisienne". Théâtre → 1/1. ☎ 99.28.55.87
STRASBOURG
E. Moser, soprano, N. Gedda, ténor, O. Ph. de Str. P. Musique, 31, 20h. ☎ 88.32.43.10

Théâtre

LYON
"Les Palmes de Mr. Schultz" (Feenwick). Célestins →13/1. ☎ 78.42.17.67
NICE
"Elle et moi, j'ai l'impression que ça ne va pas être simple", ms M. Boujenah. TDN. 26 → 31. ☎ 93.80.52.60
PARIS
• "Un mari" (Stevo), ms J. Lassalle. Th. de la Colline →29. ☎ 43.66.43.60
• "Les Trois filles de Mme Akoun" (Guedj). Comédie Caumartin. ☎ 47.42.43.41
• "Après l'amour" (Soulier). La Main d'or → 4/1. ☎ 48.05.67.89
• "Le Misanthrope" (Molière), ms J.-P. Andreani. Mouffetard. ☎ 43.31.11.99
• Lyon Opéra Ballet : "Roméo et Juliette". Th. de la Ville 26 → 31. ☎ 42.74.22.77
• "Roméo et Juliette", chorégraphie Noureev. Opéra Garnier. ☎ 40.17.35.35
VINCENNES (94)
"La Tempête" (Shakespeare) ms A. Bonnard. Cartoucherie. ☎ 43.28.36.36

Jazz-variétés

BORDEAUX
Post Image, 28.
PARIS
• Count Basie orchestra. Méridien, 27→1er/1. ☎ 40.68.30.42
• C. Legrand. Opus Café, 21 et 28. ☎ 40.38.09.57
• B. Wilen. Petit Opportun, 26 → 28. ☎ 42.36.01.36
• C. Vaucaire. Olympia, 23. ☎ 45.42.25.49
VILLIERS-LE-BEL : D. Piparely & Y. Robert. Maison J.-Brel, 28.
*• **Level 42** : LYON (Transbordeur), 20 ; MULHOUSE (Phœnix), 21.*
*• **Lenny Kravitz** : TOULOUSE (Palais Sports), 21 ; NICE (th. Verdure), 22 ; PARIS (Bercy), 23.*

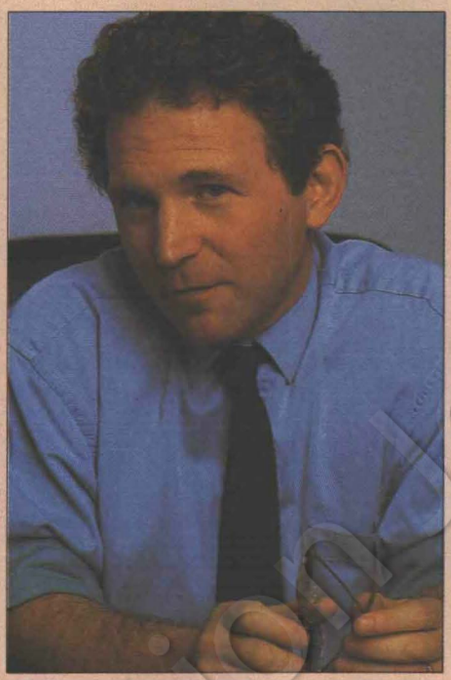
PAGES CULTURE ETABLIES PAR
Jacques Garat (livres - classique)
avec Nicole André (théâtre)
Claude Polak (cinéma)
Frédéric Taddéi (jazz - variétés)
Pierre Ysmal (télévision-revues)

BERNARD GUETTA

Ancien correspondant du "Monde" à Varsovie, Washington et Moscou, Bernard Guetta fait dans son dernier livre l'éloge d'une tortue (1) qui aurait pour nom Gorbatchev.

Quand avez-vous compris ce qui se passait dans le monde communiste ?
A Varsovie, j'ai senti qu'il se passait beaucoup de choses dans les pays communistes. J'ai vu des émissaires de Moscou discuter avec Solidarité. Beaucoup jouèrent quelques années plus tard un rôle fondamental dans la perestroïka. J'ai vu aussi un système communiste désemparé devant une crise politique grave, se résolvant, finalement, à un coup d'Etat militaire qui était la négation du système. Même en recourant à ces moyens extrêmes, il n'arrivait pas à normaliser la situation. En Pologne, le système soviétique était échec et mat. Quand je suis arrivé à Moscou quelques années plus tard, l'idée que ce système paralysé puisse être amené à chercher tous les moyens possibles, y compris la démocratie et le marché libre, pour se sortir de ses propres décombres était encore inconcevable. Mais c'était logique. J'ai compris que le point de rupture était atteint lorsque Gorbatchev a appelé personnellement Sakharov au téléphone pour lui annoncer qu'il pouvait rentrer à Moscou. Dès lors que le secrétaire général du Parti s'adressait au chef de la dissidence, il reconnaissait que l'Union Soviétique était déjà, de facto, une société pluraliste.

Certains disent que le projet de Gorbatchev était de réformer le communisme et qu'il n'y est pas arrivé.
Cette idée de réformer le communisme, seuls des gens imprégnés de révérence, même teigneuse, ou Janos Kadar il y a 25 ans, pouvaient l'envisager. Dès lors qu'on introduit la démocratie dans la dictature, on sort de la dictature. Le problème n'était pas de savoir si Gorbatchev voulait ou non réformer le communisme, mais si ce qui allait succéder au communisme serait meilleur ou pire que le totalitarisme mou de Brejnev. Le problème était de savoir ce qu'il fallait faire pour que cette évolution inéluctable ne soit pas sanglante. On peut parfaitement réussir à sortir du communisme en atterrissant dans le pinochetisme, en se payant quinze ans de guerre civile généralisée sur les trois quarts du territoire européen. En choisissant de donner du temps à cette société pour se constituer, commencer à sécréter une nouvelle élite, une presse libre, des entreprises, Gorbatchev a affaibli les appareils. L'état-major de l'armée, le KGB, la direction du Parti, le propre secrétariat de Gorbatchev ont organisé un putsch sans se rendre compte que l'irréversible avait d'ores et déjà était créé dans le pays, qu'il ne suffisait plus d'arriver à la télévision pour dire : voilà, l'état d'urgence est décrété, que tout le monde rentre chez soi, pour que les gens le fassent. Le pays était transformé grâce à ce que j'appelle la stratégie de la tortue.



L'URSS est une poudrière au cœur de l'Europe sur un territoire semé de centrales atomiques absolument pas fiables en temps de paix, et moins encore en temps de guerre !

Comment voyez-vous l'avenir de cet ensemble éclaté ?
Un conflit important dans l'ancienne Union Soviétique ne nous laisserait pas indemnes. Il y aurait les réfugiés, les incidents de frontière, la désorganisation économique, les risques nucléaires. Les démocraties occidentales ont un moyen de pression pour influencer le processus : tous les dirigeants de l'ex-URSS souhaitent la coopération avec l'Occident parce qu'ils en ont besoin. Avant que ce pays n'ait sombré dans le désespoir et l'engrenage de la violence, il faut que les démocraties interviennent pour dire qu'elles sont disposées à accorder une aide coordonnée, massive, intelligente à un certain nombre de conditions : le contrôle nucléaire, que tous les bénéficiaires de cette aide acceptent de se conformer à un point fondamental des accords d'Helsinki, la résolution pacifique négociée des conflits, s'engagent à respecter les droits de l'homme, les minorités, et acceptent une surveillance économique. Dans un cadre pareil, une aide peut permettre à ces pays -en vingt ou trente ans, en moins d'années qu'entre la signature du traité de Rome et Maastricht- des progrès les conduisant non pas vers une opulence scandinave mais vers une situation économique acceptable. Je crains cependant que les passions nationalistes ne l'emportent avant et je ne suis pas certain que la solidarité des démocraties des pays développés puisse tenir aussi longtemps et profondément que souhaitable.

Quel est l'avenir, à défaut du centre, d'une union ?
L'Union Soviétique telle que nous la connaissions avant la perestroïka est morte. Ce qui va lui succéder peut être une zone dans laquelle les nouveaux Etats auraient des relations bilatérales à peu près harmonieuses régies par des accords économiques. Je ne crois pas que cela soit viable aujourd'hui. On peut imaginer un deuxième scénario qui serait le processus communautaire à l'envers : en partant d'un empire centralisé dans lequel les Etats n'avaient pas la moindre souveraineté, on arriverait à des Etats indépendants et partageant volontairement leur souveraineté dans un certain nombre de domaines, les politiques économique, étrangère et de défense. Nous savons, en Europe occidentale, que tous les degrés sont imaginables dans ce domaine, mais il est impossible de donner une réponse plus précise sur ces scénarios optimistes. En revanche, les scénarios pessimistes sont redoutablement précis. On peut imaginer que les foyers de tension locale se multiplient. Qui avait entendu parler, il y a encore quelques semaines, de la Tchetcheno-Ingouchie ? Il peut arriver que le monde explose à cause de la Tchetcheno-Ingouchie. On peut imaginer aussi un degré de misère tel que les dirigeants de ces Etats soient tentés par la fuite en avant dans l'agressivité réciproque pour justifier à l'égard de leurs peuples une situation catastrophique. Les sujets de conflit ne manqueront pas, entre les différentes républiques. L'ancienne URSS est une poudrière au cœur de l'Europe, sur un territoire semé de centrales nucléaires qui ne sont absolument pas fiables en temps de paix -et moins encore en temps de guerre !

Propos recueillis par B.C.

(1) "Eloge de la tortue, "Le Monde"-Editions.

L'ENERGIE DE L'INNOVATION



Les entreprises compétitives misent sur l'électricité. Energie souple et facile à utiliser, elle se prête à une grande variété d'applications performantes. Electricité de France contribue à l'effort d'innovation et de modernisation des industries.

EDF
Electricité de France

Sodel conseil

Coll. Fondation Jean-Jaurès